

**TERRORISME ISLAMISTE**  
**ET ETATS-UNIS**

Mémoire de géopolitique  
du Chef de Bataillon Olivier CORNEFERT  
dans le cadre du séminaire  
« Criminalités transnationales »

Directeur : Commissaire Principal Migaux

Session 2000-2001

1- Mémoire de géopolitique « Terrorisme islamiste et Etats-Unis »

2- Chef de bataillon CORNEFERT Olivier (Génie)

3- 6 avril 2001

4- Division D

5- Mémoire de géopolitique

6- La révolution iranienne a donné un coup d'envoi brutal à la montée de l'islamisme terroriste. La vague sunnite, forgée en Afghanistan dans la lutte contre les Soviétiques, a succédé à la période chiite. Dans les deux cas, les Etats-Unis, qualifiés de grand Satan, sont présentés comme cible. Leur politique affiche en retour une grande fermeté par rapport au terrorisme. Mais leurs relations avec le phénomène islamiste sont plus complexes que ce simple constat.

Le présent mémoire présente l'intérêt vital que les Etats-Unis portent à l'espace géopolitique islamique et explique les raisons de leur présence hégémonique dans le monde musulman.

D'un autre côté il décrit, dans le contexte de la montée de l'islamisme politique et radical, les menaces que leur corollaire terroriste représente pour la stabilité de la région. Il explique également le gain que les Américains ont à soutenir l'expansion de l'islamisme violent lorsque momentanément il sert leurs intérêts.

Il souligne enfin le sens pragmatique des Etats-Unis dans l'utilisation qu'ils font du phénomène islamiste en le soutenant comme en le combattant. Mais il émet des réserves quant à leur capacité de maîtriser un phénomène qu'ils ont contribué à générer.

7- Mots clefs : Terrorisme, Etats-Unis, Moyen-Orient, Islamisme, Iran, Arabie Saoudite, Afghanistan.

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

### 1 LE MONDE MUSULMAN : UN ENJEU POUR L'HEGEMONIE AMERICAINE

1.1 LES ENJEUX ECONOMIQUES

1.2 LES ENJEUX GEOPOLITIQUES

1.3 LES TETES DE PONT AMERICAINES

### 2 LES TERRORISMES ISLAMISTES : FACTEURS D'INSTABILITE

2.1 LE CONTEXTE DE L'EMERGENCE DU TERRORISME ISLAMISTE

2.2 LE TERRORISME CHIITE

2.3 LE TERRORISME SUNNITE

### 3 LE PRAGMATISME AMERICAIN

3.1 LES ETATS-UNIS COMPLICES DE L'EMERGENCE DES MOUVEMENTS TERRORISTES  
ISLAMISTES

3.2 LES ETATS-UNIS ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ISLAMISTE

3.3 LES LIMITES : UN PHENOMENE NON MAITRISE

## CONCLUSION

## Introduction

Beyrouth 1983, New York 1993, Paris 1995, Moscou 1999... la liste des attentats sanglants attribués aux intégristes islamistes ne cesse de s'allonger depuis la naissance en 1979 de la République Islamiste d'Iran. Les Etats-Unis constituent une cible particulière partout dans le monde à travers leurs ressortissants : Yémen, Arabie Saoudite, Kenya, Albanie...mais aussi depuis 1993 sur leur propre territoire. Par ailleurs la présence américaine dans le monde islamique est prépondérante. Constatant ces interactions, le but de ce mémoire est de décrire les liens entre les Etats-Unis et l'activisme islamiste. Nous montrerons que l'attitude américaine, loin du discours officiel de prosélytisme des valeurs de démocratie et de respect des droits de l'homme, est dictée par des considérations géopolitiques pragmatiques. Ces considérations poussent Washington à combattre le terrorisme terroriste mais à s'accommoder parfois de l'islamisme radical et activiste jusque dans ses formes les plus violentes. Or, faisant cela, ils favorisent l'émergence de mouvements qu'ils ont à combattre par la suite. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le phénomène échappe de plus en plus à leur contrôle.

Dans une première partie nous présenterons la politique étrangère des Etats-Unis vis à vis du monde islamique. Nous montrerons que cette politique consiste d'une part à maintenir la stabilité de cette zone stratégique pour l'économie mondiale et d'autre part à instrumenter l'arc musulman, zone pivot, pour lutter contre l'émergence ou l'expansion de puissances concurrentes : Empire soviétique hier, Russie, Chine, Inde ou Europe demain, tout en redoutant par dessus tout les alliances eurasiennes : Chine-Russie ou Europe-Russie.

La deuxième partie décrira, à travers quelques exemples, l'émergence et l'évolution du terrorisme islamiste. Cet arbre ne doit pas cacher la forêt de la formidable expansion de l'islamisme politique et radical. C'est en effet grâce à ce contexte général,

sur la base d'une volonté populaire de retrouver l'âge d'or des califats et sur fond de crises sociales, qu'émergent les mouvements terroristes.

Enfin, la troisième partie mettra en exergue le soutien diplomatique, politique voire matériel que les Etats-Unis fournissent aux mouvements islamistes via leurs alliés dans la région lorsque ces islamistes servent leurs objectifs géopolitiques. Elle montrera également que, lorsque ces mouvements menacent la stabilité de leurs alliés, ou quand ils échappent à leur contrôle les Américains savent déployer une grande énergie pour les sanctionner. Mais elle soulignera également que malgré ces mesures la maîtrise du phénomène leur échappe au point de constituer une menace jusque sur leur territoire.

# 1 Le monde musulman<sup>1</sup> : un enjeu pour l'hégémonie américaine

« Les Etats-Unis sont plus engagés au Proche-Orient que partout ailleurs dans le monde. »<sup>2</sup>

## 1.1 Les enjeux économiques

La place toute particulière du monde musulman dans la diplomatie américaine est grandement liée aux énormes ressources de matières fossiles dont le sous-sol du Moyen-Orient et de la région de la Caspienne regorge. Mais les Etats-Unis ne sont pas les premiers à avoir exercé leur influence dans cette région du monde. En effet, la Grande-Bretagne du XIX<sup>e</sup> siècle avait déjà perçu l'importance de la région tant par sa position que par ses réserves de pétrole. Et ce prestigieux prédécesseur n'a pas légué que son influence, il a aussi octroyé sa manière de percevoir la région.

### 1.1.1 L'héritage britannique

« [L'activité du chérif Hussein] vise nos objectifs immédiats : l'éclatement du bloc islamique, la défaite et le démembrement de l'Empire ottoman. D'ailleurs les Etats que [le chérif] créerait pour remplacer les Turcs seraient aussi inoffensifs à notre égard que la Turquie [...]. Les Arabes sont encore plus instables que les Turcs. Si nous savons nous y prendre, ils resteront à l'état de mosaïque politique, un tissu de petites principautés jalouses, incapables de cohésion [...]. Il suffirait de nous arranger pour que ce changement politique ait lieu par la violence, et nous aurions aboli la menace politique de l'islam en le divisant contre lui-même en son propre cœur. Il y aurait alors deux califes : un en Turquie et un en Arabie, qui se feraient la guerre religieuse et l'islam ne serait pas plus redoutable que la papauté quand les papes étaient en Avignon. »<sup>3</sup>

Au début du siècle, la Grande Bretagne détient la suprématie sur les routes maritimes entre les Indes et la Méditerranée (la life line selon le terme consacré outre-Manche). Cette suprématie a été forgée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La Grande Bretagne s'empare de Chypre (1878), occupe l'Égypte (1882) et le Soudan (1898), ainsi que Berbera (1884) face à Aden, s'assure de protectorats sur la côte sud de l'Arabie

---

<sup>1</sup> Voir figure 8.

<sup>2</sup> BIARNES Pierre, *Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas américain*, Paris ; 1998, p.56.

<sup>3</sup> Thomas Edward Lawrence, dit « d'Arabie », dans un mémorandum adressé fin janvier 1916 à Sir Edouard Grey, au ministère britannique des Affaires Étrangères.

Cité in : MANSOU-MONTEIL Vincent, *Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal*, Hachette, Paris.

(1886 à 1904) et définit en accord avec les Ottomans ses zones d'influence en Arabie<sup>4</sup>. Dans cette conquête d'influence, la Grande Bretagne s'oppose à la France mais aussi à l'Allemagne (qui profite de sa forte implantation à Constantinople pour pousser vers le sud) et à la Russie impériale qui pousse vers les mers chaudes. Entre les deux guerres, l'expansion coloniale est à son apogée. Les puissances européennes se partagent une part primordiale du monde musulman<sup>5</sup>. L'empire ottoman est affaibli et replié sur la Turquie. Malgré les promesses faites durant la guerre par les britanniques aux chefs du soulèvement arabe, son dépeçage lors des conférences de Paris et de San Remo (1920), n'a pas pour objet la création d'un royaume arabe. Au contraire, dès le début de la guerre le but était de diviser pour mieux régner. Cette hégémonie de la puissance maritime du moment a visé également à répartir les réserves connues de pétrole entre différents états, de préférence faiblement peuplés.<sup>6</sup>

Jusqu'au début du siècle l'impérialisme américain naissant se concentrait dans la zone Pacifique et en Amérique du Sud. La première guerre mondiale, qui voit les Etats-Unis intervenir au secours des européens, marque l'émergence sur la scène mondiale de la première puissance économique. Dans le même temps, les industries deviennent de plus en plus consommatrices d'énergie. Les Etats-Unis, par le biais de leurs industries pétrolières s'investissent donc de plus en plus dans la politique du Moyen Orient.

La seconde guerre mondiale sonne le glas des empires européens dont les métropoles sont publiquement affaiblies. Les Etats-Unis, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, encouragent la décolonisation et étendent leur influence sur les nouveaux états.

Deux faits symboliques viennent illustrer cet entrisme américain dans le monde musulman par le biais du déclin européen.

- A la fin de la guerre, la rencontre entre Roosevelt et Ibn Saud sur le Quincy (13 février 1945) celle l'alliance américano-saoudienne par la concession du monopole d'exploitation du pétrole saoudien aux Etats-Unis.

---

<sup>4</sup> Voir figure 1

<sup>5</sup> Voir figure 2

<sup>6</sup> « L'intervention au Koweït a permis de mettre fin à un partage colonial qui avait donné la richesse à une minorité et laissé une majorité sans richesse." Premier discours de Saddam Hussein le 7 août 1990 après l'invasion du Koweït.

- La nationalisation du Canal de Suez en juillet 1956 par Nasser provoque la réaction conjointe d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France. Le veto opposé conjointement par les Etats-Unis et l'URSS transforme la victoire militaire des anciennes puissances coloniales en échec politique, échec dont le retentissement dans le monde arabe est gigantesque. Il consacre l'impuissance des européens par rapport aux deux grands.

Depuis le retrait, en 1971, des forces britanniques de l'est du canal de Suez, Washington a définitivement supplanté son allié et doit compter sur ses propres forces pour maintenir la stabilité dans le Golfe.

### 1.1.2 Les réserves énergétiques

« Il n'est pas indifférent de savoir que, de 1953 à 1990, tous les secrétaires d'Etat américains furent, directement ou indirectement, liés aux grandes sociétés pétrolières. »<sup>7</sup>

Ce qui fait l'attrait majeur du Moyen-Orient, c'est évidemment sa richesse en pétrole. Cette région possède 66,4% des réserves prouvées avec une répartition soulignant le rôle particulier de l'Arabie Saoudite (25,6%). Les autres pays sont, pour l'essentiel, l'Irak (15,3%), les Emirats Arabes Unis (9,6%) le Koweït (9,5%) et l'Iran (9,1%). Ces réserves ne sont pas uniquement abondantes, elles présentent l'avantage d'être directement accessibles par la mer (Golfe Persique) et surtout d'être facilement exploitables. Les prévisions montrent qu'en 2050 les seuls pays exportateurs de pétrole seront des pays du Golfe<sup>8</sup>. Cette zone mérite donc qu'on y impose la stabilité, tant de l'exploitation du pétrole que des flux d'exportation. Ces flux sont actuellement principalement tournés vers les pays de l'OCDE mais dans un avenir qui peut être proche, cette manne énergétique sera également vitale pour les industries émergentes d'Asie.

Le Moyen-Orient n'est pas la seule terre d'Islam riche en énergie. La région de l'Asie centrale recèle également 5,6% des réserves mondiales prouvées de pétrole. De plus, son sous-sol abonde en gaz naturel. Or bien que cette ressource soit mieux répartie de par le monde, sept trillions de mètres cubes de gaz assurent une prépondérance mondiale aux

---

<sup>7</sup> BURGON-MORDANT Michel, L'Amérique totalitaire, Lausanne ; 1997, p.168

<sup>8</sup> Voir Tableau 1

gisements de l'Asie centrale. En 2050, les Etats de la CEI<sup>9</sup> produiront 40,9% des exportations mondiales de gaz naturel. On comprend dès lors que les Etats-Unis qui maîtrisent déjà la région du Golfe cherchent à étendre leur influence dans cette zone traditionnellement sous la coupe russe.

### 1.1.3 Un marché en expansion

« Au Proche-Orient, [les Etats-Unis] distancent nettement tous leurs concurrents, avec pour principaux clients l'Arabie Saoudite, Israël et l'Égypte, ces deux pays bénéficiant toutefois pour cela d'importants crédits américains (chaque année, près de 2 milliards de dollars pour le premier et près d'un milliard et demi pour le second). C'est dire le rôle important qu'aux coté des lobbies pétroliers joue le complexe militaro-industriel dans la définition et la mise en œuvre de la politique extérieure de la Maison Blanche dans cette vaste région aux nombreuses composantes. »<sup>10</sup>

La production de produits pétroliers permet aux pays exportateurs d'être de bons clients de la première puissance économique mondiale. Cela est particulièrement vrai pour le marché de l'armement que les Etats-Unis ont su stimuler en agitant au Conseil de Coopération du Golfe la menace de l'Iran puis surtout de l'Irak de Saddam Hussein.

Dans les trois années qui suivirent la guerre du Golfe, les nouvelles acquisitions d'armes des pays du Golfe (Koweït, Arabie Saoudite, Qatar et Emirats Arabes Unis) ont dépassé celles de l'Iran dans un rapport de 30 pour un. L'Arabie Saoudite à elle seule a acheté de 1994 à 1997 aux Etats-Unis pour 36,4 milliards de dollars de systèmes d'armes.

Plus généralement, le marché musulman représente un milliard d'hommes qu'ils convient de ne pas s'aliéner.

Enfin les pétrodollars s'investissent très peu dans les économies locales mais plutôt dans l'économie occidentale qui est donc encline à ménager ses relations avec les actionnaires des pays du Golfe.

## 1.2 Les enjeux géopolitiques

Nous venons de souligner l'importance stratégique de la zone moyen-orientale élargie à la Caspienne pour satisfaire les besoins énergétiques mondiaux. Les Etats-Unis, gendarmes du monde, protègent donc dans ce domaine les intérêts de tous : principalement des pays de l'OCDE pour l'instant mais ultérieurement des pays

---

<sup>9</sup> Voir Tableau 2

<sup>10</sup> BIARNES Pierre, *Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas américain*, Paris ; 1998, p.55

émergeants également. En revanche, ils poursuivent également d'autres buts plus géopolitiques visant à concurrencer l'émergence ou l'expansion d'autres puissances.

### 1.2.1 Le passé : Le « containment<sup>11</sup> »

Dès la fin de la 2<sup>o</sup> guerre mondiale, il apparaît que l'opposition entre le monde communiste d'une part et les Etats-Unis et leurs alliés d'autre part est viscérale. Théorisée par Kennan la politique étrangère des Etats-Unis vise dès lors au ferme endiguement (containment) qui consiste à contrer le bloc communiste sur tous les fronts. Le monde musulman devient alors un enjeu tout particulier. L'URSS démarre avec un avantage certain. En se posant comme protectrice des pays opprimés par les démocraties capitalistes, elle se comporte en alliée naturelle des nationalismes naissants. C'est ainsi que la politique russe, loin de soutenir la cause musulmane qui la concerne au premier chef en raison des communautés importantes implantées sur son territoire, s'attache à appuyer la cause du nationalisme panarabe. Misant au départ sur l'Egypte Nassérienne, elle s'est imposée au fur et à mesure des indépendances auprès des régimes autoritaires qui ont pris le pouvoir en Syrie, en Irak (1959), en Algérie (1962), en Libye<sup>12</sup> (1969) et au Yémen du Sud. Malgré la défection de l'Egypte en 1976, consécutive à l'échec de la guerre du Yom Kippour (1973), l'URSS engrange jusqu'au début des années 80 de gros succès. Soutenant la cause palestinienne, profitant de l'échec américain au Vietnam, elle triomphe en Ethiopie en 1977. En Afghanistan, terre privilégiée de l'affrontement entre la Russie impériale et l'empire Britannique, l'URSS accroît son influence dès 1973 à la chute de la monarchie. Son intervention militaire en 1979 pour mettre fin aux querelles entre les factions du parti communiste consacre cette influence.

Face à cette situation, les Américains mirent en place un système d'alliance dès le début de la guerre froide. Ils commencèrent par l'OTAN élargie en 1952 à la Grèce et la Turquie, toutes deux ayant été menacées un temps par les communistes. Le pacte de Bagdad (CENTO) réunissait également la Grande Bretagne, ancienne puissance tutélaire, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan. L'efficacité de ce pacte, dénoncé par les pays arabes comme une entreprise visant à maintenir l'impérialisme britannique dans la région fut vite entamée par la défection irakienne suite au renversement du souverain hachémite

---

<sup>11</sup> Voir figures 5 et 6.

le 14 juillet 1958. En conséquence, l'influence américaine se fonda, hors OTAN, plutôt sur des accords bilatéraux avec ses alliés les plus fidèles : l'Arabie Saoudite, le Pakistan et l'Iran.

Dans ce contexte difficile, les Etats-Unis se rapprochent d'Israël qu'ils aident militairement (premières ventes d'armes en 1962) puis politiquement (pendant la Guerre des Six Jours).

Avec l'échec du nationalisme arabe dans ses guerres contre Israël, l'Égypte se rapproche des Etats-Unis. En 1972 en effet, Sadate demande à l'URSS de rappeler ses 15 000 conseillers d'Égypte et entame des négociations avec la présidence des Etats-Unis. Mais en 1979, ceux-ci perdent un allié précieux avec la chute du Shah d'Iran. Il faut alors un certain temps à Jimmy Carter pour interpréter la révolution iranienne comme relevant -ou non- de la guerre froide. Les Etats-Unis déploient immédiatement un dispositif de prévention. Ils créent en 1979 la Force de Déploiement Rapide, encouragent la création du Conseil Consultatif du Golfe (1981) sous l'égide de leur allié saoudien, et établissent en 1983 un nouveau commandement (CENTCOM) disposant d'un QG avancé sur un bâtiment basé en permanence dans le Golfe. Lorsque l'équivoque fut levée et qu'il apparut clairement que l'Iran ne rejoindrait pas le bloc communiste et que la menace qu'elle représentait n'était que régionale, « les Américains et leurs alliés anglais, français, saoudiens et koweïtiens n'en [réussirent] pas moins à lancer l'Irak de Saddam Hussein dans une très sanglante et très coûteuse guerre de neuf ans contre l'Iran Khomeinyste, une guerre qui [se solda], à l'arrêt des combats en juillet 1998, par un retour au statut quo frontalier antérieur mais qui avait marqué un important coup d'arrêt au prosélytisme des ayatollahs. »<sup>13</sup>

### 1.2.2 Le présent : Une nouvelle politique régionale : « dual containment » et soutien du processus de paix au Moyen-Orient

Après la seconde Guerre du Golfe, qui coïncide également avec l'effondrement de l'empire soviétique les Américains ont cherché à développer une nouvelle politique. Réduisant de plus de 40% leurs forces dans le monde, ils maintiennent néanmoins un très

---

<sup>12</sup> La Libye, où les Américains possédaient une base, bascule dans le camp communiste avec le renversement du roi Idriss le 1<sup>er</sup> septembre 1969.

<sup>13</sup> BIARNES Pierre, *Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas américain*, Paris ; 1998,p.57-58.

important dispositif au Moyen-Orient et pérennisent le pré-positionnement de forces et d'équipements américains dans les pays du CCG.

Leur attitude à l'égard des deux puissances régionales non inféodées, l'Irak et l'Iran, évolue. Cessant de jouer l'un contre l'autre, Washington cherche désormais à « maintenir l'un et l'autre dans un état de faiblesse la plus grande possible, sans chercher toutefois à les détruire complètement, par crainte d'un vide politique qui pourrait s'avérer ingérable. »<sup>14</sup> Cette politique, débutée sous l'administration Bush et reprise par l'administration Clinton, s'appuie sur les partenaires dans la région : l'Égypte, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Conseil de Coopération du Golfe. Elle s'appuie également sur la communauté internationale interpellée par l'objectif de lutte contre les Etats au comportement déviant :

« Nous avons un intérêt majeur dans la prévention de l'éclatement de conflits et dans la promotion du règlement pacifique des conflits. Nous avons également intérêt à imposer des changements dans la conduite d'Etats « Gredins » en limitant les moyens de fauteurs de guerre potentiels, et en isolant les extrémistes qui fomentent conflits et déstabilisation. »<sup>15</sup> Malgré la zizanie grandissante entre les Etats-Unis et leurs alliés européens et japonais qui restent réticents à suivre les sanctions économiques musclées (politique du dialogue critique), malgré l'échec des tentatives de renversement du régime de Saddam Hussein et malgré la très lente normalisation du comportement de l'Iran, les Américains maintiennent jusqu'à présent le même cap diplomatique.

Autre pilier de la politique américaine dans les années 1990, le soutien au processus de paix au Moyen-Orient veut entériner l'admission définitive et pacifique d'Israël en Palestine. Jusqu'en 1962, les Américains s'étaient refusés à vendre des armes à Israël, encore moins à lui apporter un soutien militaire direct. C'était le prix à payer pour attirer le monde arabe dans la lutte d'endiguement contre l'Union soviétique. Mais devant l'échec de ces efforts, l'administration Kennedy amorça un rapprochement stratégique avec Israël, contrebalançant ainsi les fournitures d'armes soviétiques aux pays arabes radicaux. Conforté par la victoire israélienne de 1967, l'engagement américain s'accrut encore avec la guerre du Kippour. La diplomatie américaine, assurée de la capacité

---

<sup>14</sup> BIARNES Pierre, *Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas américain*, Paris ; 1998, p.61-62.

<sup>15</sup> Déposition de Robert PELLETRAU, Secrétaire d'Etat adjoint. Chambre des Représentants, 12 juin 1996. Les caractères gras sont du rédacteur. Cité par MANOR Yohanan , « Les fluctuations américaines au Moyen-Orient », *Géopolitique*, n°55, p.88

militaire israélienne à représenter un allié solide dans la région fit effort pour améliorer les relations d'Israël avec ses voisins. Le premier succès fut obtenu avec l'Egypte rentrée progressivement dans l'orbite américaine à compter de 1972. Ce processus de pacification élargi à la Jordanie, raffermi par le rapprochement avec la Turquie doit néanmoins passer par le règlement des relations israélo-palestiniennes. Cela explique le soutien apporté par l'administration Clinton au processus d'Oslo qui s'était pourtant amorcé à l'insu des Etats-Unis.

Force est de constater que le bilan des années 1990-2000 est mitigé. Si la seconde guerre du Golfe a consacré avec éclat la suprématie américaine, elle a incontestablement fragilisé l'image de l'Amérique aux yeux des opinions publiques islamiques. Avec l'échec du processus de paix israélo-palestinien, Washington voit s'éloigner son objectif de stabilisation pacifique de la région et de conciliation de ses alliés arabes et israéliens.

### 1.2.3 L'avenir ? : Un « néo-containment » contre la naissance d'une puissance eurasiatique

« Pour que la suprématie américaine se prolonge, il faut éviter qu'un Etat ou qu'un groupe d'Etats ne puisse devenir hégémonique sur la masse eurasiatique. »<sup>16</sup>

« Si Moscou réussit à dominer la Caspienne, cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Occident, l'élargissement de l'OTAN. »<sup>17</sup>

L'effondrement de l'empire soviétique a profondément modifié la donne géopolitique sur le flanc sud de ce que Brzezinski appelle l'espace central. Le repli de la Russie a créé un « trou noir »<sup>18</sup> dans lequel les Etats-Unis entendent d'une part éviter le retour de l'influence russe et d'autre part trouver une alternative permettant de maintenir la stabilité. A l'Ouest, la parade consiste évidemment à l'élargissement de la « tête de pont de la démocratie » par son outil privilégié l'OTAN. L'Est est constitué des « Balkans eurasiens », ainsi dénommés en raison de l'entremêlement des peuples et des religions qui les composent. Le challenge de l'Amérique vis à vis de cette terre d'islam traditionnellement partagée entre les influences russe, turque et iranienne est de maintenir une forme de stabilité sans le facteur russe. C'est l'allié turc qui pourrait se montrer le

---

<sup>16</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier : Une hégémonie d'un type nouveau*, Paris ; Bayard Editions (Actualité), 1997, p.18.

<sup>17</sup> WEINBERGER Caspar, ancien secrétaire d'Etat à la défense américain, en mai 1997. Cité in : BRISARD Jean-Christophe, *La bataille de la mer salée*, « Le Spectacle du Monde », n°461, octobre 2000, p.60.

<sup>18</sup> Voir figure 6.

meilleur atout dans la région. En effet l'espace turcophone couvre une part importante de l'Asie centrale et du Caucase. Le rôle géostratégique de la Turquie, qui a pu un moment perdre son caractère fondamental au moment de l'effondrement du bloc soviétique, retrouve en fait un aspect majeur au pivot de l'espace eurasiatique. On comprend alors mieux l'acharnement des Américains à l'arrimer à l'espace européen : « La Turquie, et son entrée dans l'Union, sont au cœur de la géopolitique américaine actuelle : faire de l'OTAN un instrument politique et militaire capable de démultiplier l'action des Etats-Unis jusqu'en Asie centrale et jusqu'au Moyen-Orient. »<sup>19</sup>

Le deuxième pôle régional, de moindre importance est constitué par la poussée de la sphère d'influence du Pakistan vers le Nord (Afghanistan, Tadjikistan), vers le Sud (Cachemire), voire vers l'Est (minorités Ouighours). Avec l'émergence de l'Inde et surtout de la Chine, éternelle menace antiaméricaine, ce pôle peut croître dans l'intérêt des Etats-Unis.

L'action prioritaire reste cependant de prévenir le retour de la Russie.

### 1.3 Les têtes de pont américaines

Ayant rappelé rapidement les fondements de la politique américaine vis à vis du monde musulman, nous évoquerons le moyen de sa mise en œuvre : les alliances avec certains pays, véritables « têtes de pont » établies dans la région.

#### 1.3.1 Arabie saoudite

C'est par l'Arabie Saoudite que les Etats-Unis ont pris pied dans le monde arabe, profitant de la méfiance inspirée à Abdel Aziz Ibn Saoud par l'Angleterre qui favorisa contre lui le chérif de La Mecque Hussein dans la révolte contre l'Empire ottoman. De pétrolière, l'amitié entre l'Amérique et l'Arabie Saoudite devient rapidement politico-stratégique. Dès 1943 les Américains disposent de la base de Dhahan et de la fourniture de carburant pour leur marine contre le prêt-bail. L'alliance est officiellement scellée sur le croiseur américain Quincy deux ans plus tard. Malgré les troubles survenus lors de la succession d'Ibn Saoud, l'Arabie Saoudite reste fidèle à cette alliance, se montrant hostile autant au nationalisme arabe de Nasser qu'au communisme athée. Cette fidélité n'est pas désintéressée. La stabilité de la monarchie Saoudienne repose sur l'allié

---

<sup>19</sup> SOUTOU Georges-Henri, « La problématique de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne »,

américain appelé au secours contre la menace de la Révolution islamique iranienne tout comme contre l'Irak de Saddam Hussein en 1990.

Cette alliance au cœur de l'islam est capitale car l'Arabie Saoudite joue un rôle tout particulier dans le monde musulman. En effet, comme le mettent en exergue Alain Gresh et Dominique Vidal : « l'arme de l'Arabie Saoudite [...] et la source essentielle de sa légitimité, c'est la possession et la garde des lieux saints de l'islam conquis en 1924-1925. Depuis les années soixante, la famille royale a instrumentalisé cet atout dans le monde arabe et musulman, à travers la création de la Ligue islamique mondiale en 1965, puis de l'Organisation de la conférence islamique en 1969, qui constituent les canaux majeurs de son influence religieuse, mais également diplomatique et politique. Le pèlerinage –le hadj-, qui compte parmi les cinq obligations de l'islam, permet chaque année au pouvoir saoudien de transmettre son message à une foule croissante d'étrangers- leur nombre est passé de 60 000 en 1946 à plus d'un million aujourd'hui. »<sup>20</sup>

Rappelons encore que l'Arabie Saoudite détient à elle seule 25% des réserves mondiales du pétrole.

L'incertitude de l'alliance saoudienne repose sur l'instabilité que pourrait générer le problème de la succession du roi Fahd. En effet, « [L'Arabie Saoudite] est plus que jamais déchirée entre le panarabisme volontiers antiaméricain du prince Abdallah, qui règne déjà à moitié, et le proaméricanisme défensif de la branche « Sudaïrie » de la famille royale, qui contrôle encore partiellement l'appareil de défense avec les prince Sultan, Bandar et autres. »<sup>21</sup>

### 1.3.2 Turquie

De 1946 à 1964, les Turcs sont des alliés inconditionnels des Etats-Unis. L'entrée de la Turquie dans l'OTAN en 1952, en même temps que la Grèce, l'arrime à l'espace Euratlantique. La crise de Chypre en 1974 marque un froid qui se traduit par un embargo entre 1975 et 1978. Mais, alors que la situation est restée la même, les relations entre les Etats-Unis sont revenues au beau fixe. Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, le rôle de

---

Géopolitique, n°69, avril 2000, p.30.

<sup>20</sup> GRESH Alain et VIDAL Dominique, Golfe. Clefs pour une guerre annoncée, Paris ; Le Monde- Editions (La mémoire du Monde), 1991, p 9

la Turquie est très important. D'une importance telle que les Etats-Unis, pragmatiques, restent assez passifs vis à vis des agissements turcs contre les Kurdes et ne s'offusquent pas des interventions militaires dans la vie politique. De leur côté, les Turcs, utilisant le levier de l'OTAN comptent sur l'allié américain pour appuyer leur candidature à l'adhésion à l'Union Européenne.

### 1.3.3 Egypte

Historiquement première pièce du rapprochement israélo-arabe, l'Egypte est un allié fidèle des Américains. En récompense de cette fidélité, et pour l'aider à contenir une situation sociale explosive, l'Egypte reçoit 2 milliards de dollars par an. C'est le second bénéficiaire de l'aide américaine derrière Israël et devant l'Ukraine.

### 1.3.4 Pakistan

Plus embarrassant que les précédents, l'allié pakistanais reste à ménager, d'autant plus qu'il est maintenant une puissance nucléaire. Pièce maîtresse du dispositif américain antisoviétique aux frontières de l'URSS, le Pakistan reste un état pivot entre la CEI, la Chine et l'Inde. Depuis la mort du général Zia ul-Haq en 1988, les Etats-Unis prennent leurs distances avec Islamabad dont ils savent les difficultés à maîtriser les violences religieuses, les trafics dont celui de la drogue et les problèmes économiques. Dans ce contexte les essais nucléaires de 1998 renforcent l'inquiétude. Le coup d'état du général Musharaf le 12 octobre 1999 a donc été mollement condamné dans l'attente d'une évolution positive de la situation.

---

<sup>21</sup> ADLER Alexandre, « Arabie Saoudite, Irak, Iran :Les clés de la nouvelle donne au Moyen-Orient », *Courrier international*, n° 420, novembre 1998.

## 2 Les terrorismes islamistes : facteurs d'instabilité

### 2.1 Le contexte de l'émergence du terrorisme islamiste

#### 2.1.1 L'islam : une religion politique

L'islam est tout d'abord une religion fondée par le « prophète » Mohammed dont les fondements doctrinaux et disciplinaires sont contenus dans le Coran, la Sunna et dans la loi ou « Charia ». Mais cette religion s'est trouvée dès ses origines profondément liée au pouvoir temporel. Après avoir reçu les révélations divines, Mahomet qui ne parvient pas à faire entendre sa voix à La Mecque, s'exile à Médine (16 juillet 622 début de l'Hégire, An I du calendrier musulman) où il fonde la première société musulmane. C'est ainsi sous la direction de son fondateur, que l'islam est devenu à la fois religion et organisation politique et que son chef, le Calife, est à la fois chef spirituel et temporel. Cette collusion du spirituel et du temporel conduit forcément à poser la question de la laïcité en terre musulmane, du contour de la nation et des relations avec les autres religions. Quelque que puissent être les polémiques pro ou anti islamiques sur la tolérance ou l'intolérance de l'islam, force est de constater que les interprétations qu'en donnent les islamistes sont basées sur les fondements de la religion originelle et non sur des évolutions ultérieures.

« ...Le fait que le Coran contienne le principe même de l'ordre islamique avec l'unité de la foi et de la politique mène à des conclusions importantes...la première est sans doute l'impossibilité du lien entre l'Islam et d'autres systèmes non islamiques. Il n'y a pas de paix, ni de coexistence entre la religion islamique et les institutions sociales et politiques non islamiques...l'Islam exclut clairement le droit et la possibilité de mettre en œuvre une idéologie étrangère à son territoire... il n'y a pas... de gouvernement laïque et l'Etat doit être l'expression et le soutien des concepts moraux de la religion ».

« la réalisation de l'Islam dans tous les domaines de la vie privée des particuliers, dans la famille et dans la société, par la renaissance de la pensée religieuse islamique et la création d'une communauté islamique unique, du Maroc à l'Indonésie. ».<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> IZETBEGOVIC Alija, Déclaration islamique, Sarajevo, 1970 (republié en 1990)

M. Alija Izetbegovic qui devint ultérieurement président de la république de Bosnie-Herzégovine fit partie des membres de l'organisation Jeunes Musulmans emprisonnés dès mars 1946 à Sarajevo. L'organisation, décapitée en 1949, ne resurgira qu'en 1969 sous le nom d'Islamska Zajednica

### 2.1.2 Le renouveau Salafiste

L'islam a connu à ses débuts une formidable expansion et une civilisation brillante. Mais la confrontation avec l'Occident au XIX<sup>e</sup> siècle marque son déclin relatif. Les puissances européennes industrialisées étendent leur influence sur l'ensemble de la planète, au détriment en particulier de l'empire turc, héritier du Califat. Dans ce contexte, plusieurs réformistes<sup>23</sup> ont prôné le retour à un islam plus pur. « Pour eux, face aux défis de la modernité, la tradition musulmane détient des ressources qu'il faut faire émerger en réactualisant la foi des Anciens (Salaf) et en rejetant le poids des superstitions et des compromissions qui ont dénaturé la nature de la Révélation »<sup>24</sup>

L'influence de ces théoriciens sera déterminante sur des hommes tels Hassan al-Banna en Egypte et Abu-I Ala Mawdudi en Inde dont nous présentons l'action ci-dessous. L'idéologie Salafiste, poussée à l'extrême par l'Egyptien Sayyid Qotb légitime la violence politique. La Jihad est autorisée contre les païens, les « gens du Livre » et même contre les « mauvais » musulmans. Dans L'obligation absente, Abdel Salam Farâg, pendu le 8 avril 1982 pour son implication dans l'assassinat d'Anouar El Sadate, présente le Jihad comme le sixième pilier de l'Islam.<sup>25</sup>

### 2.1.3 La montée de l'islamisme

« Certains de ces courants [islamistes] avaient tissé patiemment la base de contre sociétés basées sur l'entraide et la solidarité dans la tradition des Frères musulmans égyptiens. La révolution iranienne donna le coup d'envoi du Maroc à l'Indonésie à l'essor politique de mouvements, qui s'étaient confiné, en terre arabe du moins, à la tenue de cercles propagandistes à l'ombre des mosquées. »<sup>26</sup>

Lors de la décolonisation, la voie laïque et nationaliste est choisie par la plupart des nouveaux Etats. Leurs élites sont souvent formées dans les écoles occidentales. Mais le choc culturel violent qu'elles imposent à des sociétés non préparées, le choix fréquent du système socialiste en réaction à l'impérialisme de l'ancien colonisateur, les difficultés

---

(Communauté islamique), qui se divisera en divers courants. La Déclaration islamique rédigée par M. Alija Izetbegovic en 1970 lui vaudra un nouvel emprisonnement en 1983.

<sup>23</sup> Le persan Djamal Eddine al-Afghani (mort en 1897) son disciple Rachid Ridâ, le syrien Kawakibi, l'algérien Ibn Badis et le marocain Allal al-Fassi.

<sup>24</sup> BOTIVEAU Bernard et CESARI, Jocelyne, Géopolitique des islams, Paris ; Economica (Poche géopolitique), 1997, p.95.

<sup>25</sup> Les cinq piliers de l'Islam sont : la profession de foi, la prière rituelle, l'aumône légale, le jeûne et le pèlerinage à La Mecque.

<sup>26</sup> TOSCANE Luiza, L'ISLAM Un autre nationalisme ?, Paris ;L'Harmattan (Conjonctures politiques),1995, p.23

économiques non surmontées dans un contexte de forte croissance démographique conduisent souvent à l'échec politique. Mus par « le désir de coopérer avec l'Occident afin de sortir du sous-développement, d'une part, et le désir de se venger de toutes les humiliations passées et présentes »<sup>27</sup>, les Arabes s'engagent dans la voie du nationalisme panarabe dont la lutte contre Israël est un des principaux ciments. L'immense adhésion au personnage de Nasser illustre l'aspiration du peuple. L'impact de l'humiliation de la défaite n'en est que plus grand. En 1990, la tentative de Saddam Hussein pour réveiller le rêve arabe échoue. C'est l'islamisme qui porte maintenant l'espoir du monde musulman de sortir du sous-développement et de redonner à l'islam la place qui était la sienne face à la civilisation occidentale. Dans l'islamisme, Jean Philippe CONRAD<sup>28</sup> fait la distinction entre l'islamisme politique, l'islamisme radical et l'islamisme activiste. L'islamisme politique veut réformer par les moyens légaux certaines sphères de la vie institutionnelle et sociale, l'islamisme radical entend transformer totalement la société, tandis que l'islamisme activiste choisit la voie de la violence pour parvenir à ce but. Dans la pratique, les organisations islamistes se fragmentent souvent pour emprunter ces trois voies. Comment classer la confrérie des Frères Musulmans en Egypte ou le Jamia't e Islami du Pakistan ? Au gré des régimes leur statut a pu passer de l'influence tolérée à la répression sanglante. Leurs membres ont pu appartenir à des gouvernements ou provoquer des attentats terroristes. Ces organisations, profitant souvent de conditions sociales difficiles, ont créé des réseaux de solidarité parallèles compensant les carences des Etats. Ce faisant, elles ont entamé l'islamisation profonde de la société par la base, obligeant ainsi les gouvernements à prendre en compte le phénomène. Nous montrerons, dans le tour d'horizon que nous faisons ci-dessous, que partout où frappe le terrorisme islamiste dans le monde musulman, les pouvoirs en place ont facilité l'islamisation de la société. Sous la pression islamiste, de nombreux Etats musulmans ont même institutionnalisé dans les années 1980 à 2000 leur affiliation à l'Islam. Ce renouveau de l'islam contrairement à ce que certains auteurs annoncent imprudemment n'est pas en train de s'essouffler mais plutôt de se transformer. Comme le souligne Alexandre Adler dans le Courrier International du 19 octobre 2000, l'islamisme radical est très vivace en « Irak (Le parti Baas autrefois laïque et étatiste a été réduit [...] à une véritable

---

<sup>27</sup> HOVEYDA Fereydoun, Que veulent les Arabes ? Paris ; FIRST (Documents), 1991, p.104.

confrérie sunnite), au Maghreb (Maroc de Mohammed VI favorable aux islamistes, Algérie de Bouteflika cooptant un islamiste modéré à la tête de la diplomatie et se rapprochant de son ancien rival Taleb Ibrahim), en Egypte où la société civile est chaque jour davantage gangrenée par l'islamisme plus ou moins radical. »

#### 2.1.4 L'héritage des années 70 : Libye, Syrie, Irak, Palestiniens

La technique terroriste mise au service de l'islamisme puise ses sources dans les activités terroristes des années soixante-dix. Détournements d'avions, prises d'otages étaient les actes privilégiés de la nébuleuse terroriste au service des Palestiniens et de la stratégie indirecte des Etats avec l'appui fréquent des services secrets des pays de la sphère d'influence soviétique. En ce qui concerne le terrorisme palestinien, la continuité est même plus parlante puisque l'inflexion islamiste est apparue par fractionnement de mouvements terroristes déjà existants.

## 2.2 Le terrorisme chiite

On peut considérer une première période du terrorisme islamiste placée sous le patronage de la République Islamique d'Iran. Cette période court de la chute du Shah en 1979 aux années 1990 aux cours desquelles, devant des difficultés intérieures, la volonté d'expansion mondiale de la révolution chiite diminue.

### 2.2.1 Iran : état terroriste islamiste

Cette première phase du terrorisme islamique est une phase de terrorisme soutenu par l'état. On peut distinguer deux types d'actions terroristes commanditées par le régime de Téhéran. D'une part des actions visant à propager la Révolution dans le monde musulman, développer l'influence chiite et lutter contre l'ennemi occidental.

D'autre part, des attentats ont été commandités dans des buts plus politiques visant à conforter le rôle régional de l'Iran. Ces actions, qui relèvent plus de l'utilisation du terrorisme comme stratégie indirecte, rejoignent celles conduites par la Syrie, la Libye ou par des organisations palestiniennes qui n'ont bien souvent utilisé l'islam que comme prétexte de légitimation.

---

<sup>28</sup> CONRAD Jean-Philippe, Origines et réalités de l'islamisme activiste, « Stratégique », n°66/67, février /mars 1997, p.16

### 2.2.1.1 La révolution iranienne, exemple d'échec du nationalisme

On peut chercher les causes de la Révolution islamiste dans le rejet d'une transformation sociale trop rapide. Pour le sociologue politique Burhan GHALIOUN : « La révolution islamique dirigée par l'ayatollah Ruhollah Khomeiny en 1979 en Iran aura dans une large mesure été une réplique à la mise en échec de la révolution nationaliste qu'avait dirigé en 1953 Mohammad Hedâyat Mossadegh »<sup>29</sup>. Rappelons que déjà à cette occasion, l'ennemi désigné du parti nationaliste, vainqueur du parti religieux de l'ayatollah Kashani et du parti communiste Toudeh, était l'impérialisme occidental. La Grande-Bretagne, personnifiée par l'Anglo Iranian Oil Compagny, en fit les frais (rupture des relations diplomatiques le 16 octobre 1952). Le retour triomphal du Shah en août 1953 soutenu par les Etats-Unis<sup>30</sup> s'accompagne d'un gigantesque chantier de réformes visant à moderniser le pays. Les réformes économiques (en particulier la réforme agraire) et l'augmentation des revenus pétroliers accroissent les inégalités sociales. Les mesures de modernisation de la société (vote des femmes, lutte contre l'analphabétisme), choquent également la société traditionnelle. Ces réformes ainsi que l'exaltation du passé préislamique du pays déclenchent l'opposition d'une partie du clergé chiite. Le régime, appuyé par une armée puissante équipée par les Etats-Unis, s'engage dans une spirale de répression / contestation qui lui fait perdre le soutien de la communauté internationale et des Etats-Unis en particulier.

Après le renversement du Shah (11 février 1979), le régime de l'ayatollah Khomeiny instaure un véritable régime de terreur en Iran. Au nom de la révolution islamique, le Hezbollah procède d'abord à une épuration interne sanglante<sup>31</sup> puis à un contrôle général de la population par les Pasdarans (gardiens de la Révolution), chargés de pourchasser les suspects et de sanctionner les infractions aux lois islamiques.

---

<sup>29</sup> GHALIOUN Burhan, « Pensée politique et sécularisation en pays d'islam », p.24 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.15-28.

<sup>30</sup> Le soutien des Etats-Unis à ce coup d'état a été reconnu par Madeleine Albright le 19 mars 2000. Un rapport de la CIA en expliquant les modalités a été diffusé par le New York Times en avril de la même année. Source Le Monde diplomatique oct. 2000 p.11.

<sup>31</sup> Le 28 juin 1981 un attentat à l'explosif au siège du Parti de la République Iranienne coûte la vie à 80 dirigeants de la tendance de l'ayatollah Béhécti, soupçonné de négociations secrètes avec l'administration REAGAN.

### 2.2.1.2 Une menace régionale

Dans la région les actions terroristes de l'Iran s'appuient essentiellement sur les minorités chiïtes.

Au Liban il existe une forte communauté chiïte (plus de 50% de la population). Au cours de la guerre civile qui débute en 1975, la conscience de cette communauté émerge sous l'égide de l'imam Moussa Sadr. Né en 1928 dans la ville sainte de Qom en Iran, ce chef spirituel des chiïtes au Liban illustre bien les relations de l'Iran avec la communauté chiïte du Liban. Envoyé initialement en mission par le Shah, il accueille bientôt au Liban les opposants iraniens dont certains tels Moustapha Tchamran<sup>32</sup> auront un rôle important dans la révolution iranienne. Moussa Sadr veut déconfessionnaliser le système libanais<sup>33</sup>. Disparu mystérieusement en Libye en 1978, il est remplacé en 1980 par Nabih Berri qui prend la tête du mouvement Amal. Suite à la Révolution islamique, les revendications des chiïtes du Liban se radicalisent. « Au Liban, en 1979, la révolution iranienne provoque un véritable électrochoc dans la communauté chiïte. »<sup>34</sup> Rapidement, Nabih Berri, qui entame des pourparlers avec le gouvernement d'Amine Gemayel – jusqu'à en devenir le ministre de la justice et du Liban-Sud - doit faire face à une opposition radicale interne dirigée par Hussein Moussaoui. Ce dernier, accusé de comploter avec les Khomeinystes est exclu du mouvement en 1982 et crée le mouvement Amal islamique. Effectivement ce mouvement est très lié au Hezbollah même si Moussaoui résiste aux pressions iraniennes pour le dissoudre. Le Hezbollah –le parti de Dieu- est créé par les iraniens<sup>35</sup> à partir du fief de Baalbeck, et n'aura de cesse de supplanter le mouvement Amal auprès des chiïtes libanais. Fin 1988, les affrontements entre les deux camps seront même très brutaux à Beyrouth. Le soutien apporté par la Syrie au mouvement Amal contiendra l'action du Hezbollah au sud Liban à des actions principalement orientées contre Israël. Le soutien populaire aux mouvements décrits ci-dessus est d'autant plus grand que l'offensive lancée en Israël en 1982 au Liban pour chasser l'OLP de ses bases fournit un ennemi de choix. Les attentats et enlèvements anti-occidentaux commandités

---

<sup>32</sup> Ministre de la défense et membre du conseil supérieur de défense. Disparaît dans un accident d'avion en 1981.

<sup>33</sup> Depuis le « pacte de 1943 », les différents postes de l'état sont attribués en fonction de la religion. Les chiïtes s'estiment sous-représentés par rapport à leur nombre dans la société.

<sup>34</sup> DELAFON Gilles, « Beyrouth, les soldats de l'islam », Paris ; Stock, 1989, p.80.

par l'Iran commencent à cette période au Liban avec le soutien de la Syrie. « Car la Syrie est l'unique allié de l'Iran au Moyen-Orient (dans le reste du monde arabe, la république islamique peut compter sur l'Algérie et la Libye). Cette alliance contre nature entre le régime arabe laïc de Damas et les islamistes persans de Téhéran est dictée par des intérêts communs : affaiblir l'Irak, par exemple, ou contrer l'influence occidentale au Liban. »<sup>36</sup>

Les attentats contre l'ambassade des Etats-Unis et contre le quartier général des marines à Beyrouth ont un énorme retentissement par le nombre de victimes. La prise de contrôle de Beyrouth par les chiites, le 6 février 1984, précipite le départ de la force multinationale dont le dernier contingent, français, quitte Beyrouth le 31 mars 1984. L'impact sur les combattants islamistes est très grand. Un milicien chiite déclare : « Nous, les chiites du Liban, nous, les derniers des derniers, on a chassé la première puissance mondiale avec ses canons et ses avions. Et comment. On les a jetés à la mer ! »<sup>37</sup>

Le but initial du Hezbollah au Liban est l'instauration d'une république islamique. Cela passe par :

« - L'expulsion d'Israël du Liban, comme première étape sur la voie de son anéantissement final et de la libération de Jérusalem des griffes de l'occupation.

-L'expulsion de l'Amérique, de la France et de leurs alliés du Liban et la cessation de toute influence de n'importe quel Etat colonialiste dans ce pays.

-La soumission des Kataeb (le parti d'Amine Gemayel) à un pouvoir juste, et leurs mise en jugement pour les crimes qu'ils ont commis envers les musulmans et les chrétiens avec les encouragements de l'Amérique et d'Israël. »<sup>38</sup>

En Arabie Saoudite, au cours de l'hiver 1980, des troubles naissent dans la province pétrolière de l'est, peuplée de 400 000 chiites opprimés depuis 1913. En effet pour les wahhabites, le chiisme est considéré comme hérétique et apostat. L'Arabie Saoudite prend immédiatement des mesures sévères de répressions. « La construction de mosquées, des husseiniya (lieux de culte et de réunion voués au souvenir de l'imam

---

<sup>35</sup> Cinq cents Pasdarans, gardiens iraniens de la révolutions islamique, s'installent à Baalbeck en juin 1982. En 1987 l'Iran consacrait cinq millions de dollars par mois à l'exportation de sa révolution au Liban. (Source Gilles DELAFON Op. cité)

<sup>36</sup> DELAFON Gilles, « Beyrouth, les soldats de l'islam », Paris ; Stock, 1989, p.58.

<sup>37</sup> DELAFON Gilles, « Beyrouth, les soldats de l'islam », Paris ; Stock, 1989, p.67.

<sup>38</sup> DELAFON Gilles, « Beyrouth, les soldats de l'islam », Paris ; Stock, 1989, p.91.

Hussein), l'ouverture d'écoles chiites, l'importation de littérature religieuse sont interdites. Les échelons moyens ou supérieurs de l'administration sont fermés aux chiites, qui sont tenus à l'écart de l'armée, des forces de sécurité, et de l'appareil judiciaire. A partir de 1979, les femmes chiites n'ont plus eu accès aux écoles normales d'institutrices ; elles n'ont plus eu le droit d'enseigner dans les écoles primaires. »<sup>39</sup>

Au Koweït, des attentats sont perpétrés dès 1983 pour obtenir la libération de 17 terroristes emprisonnés du Jihad islamique.

En Irak, l'Iran soutient très fortement le mouvement al-Da'wa qui attaque les intérêts irakiens dans le monde, notamment en Grande Bretagne, aux USA et en Afrique du Sud. Malgré ces efforts, les succès du terrorisme chiite seront limités et ne parviendront pas à répandre la révolution islamique. Cantonnée au monde chiite<sup>40</sup> –10 à 15 % - du monde musulman, elle ne parvient pas à s'étendre en dehors du monde perse traditionnellement hostile aux arabes. Ainsi l'Irak laïque de Saddam Hussein et ses 60% de chiites résiste à la première guerre du golfe contre les islamistes iraniens.

### 2.2.1.3 Le monde occidental

Au delà de l'implication régionale, la révolution iranienne a un retentissement mondial. Et ce pour plusieurs raisons.

La révolution iranienne soulève initialement un enthousiasme populaire énorme. Comme après la crise de Suez en 1956, le monde musulman ressent profondément comme une revanche culturelle le défi à l'occident lancé par les ayatollahs de Téhéran. Pour l'homme de la rue : « il y a vingt ans c'était Nasser et le nationalisme arabe, puis ça a été Arafat et la révolution palestinienne, aujourd'hui c'est Khomeiny. »<sup>41</sup>

Le monde occidental croit à l'embrasement de toute la zone. Il ne mesure pas le caractère finalement limité de la Révolution islamique aux seuls intérêts régionaux de l'Iran. La prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis en Iran et le fiasco de l'opération de récupération lancée par Jimmy Carter sont un premier revers pour les Américains. Le retrait peu glorieux de la Force Multinationale du Liban est un autre échec cuisant. Les opinions publiques sont frappées par le fanatisme religieux et ses expressions largement

---

<sup>39</sup> De BIEVRES C. Arabie Saoudite. Un état islamiste ?, p.100 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.98-104.

<sup>40</sup> Voir figure 8.

<sup>41</sup> DELAFON Gilles, « Beyrouth, les soldats de l'islam », Paris ; Stock, 1989, p.212.

médiatisées : attentats suicide, mutilations de démonstration pendant la fête chiite de l'Achoura, incendies de drapeaux... Enfin, à en croire sa stratégie déclamatoire, l'Iran déclare la guerre au monde occidental. Or, par le biais du terrorisme, Téhéran ne fait que résoudre sur la scène internationale ses problèmes régionaux. La confusion est donc totale dans la conduite à tenir face à cette menace. Ce n'est qu'à posteriori que les limites de l'action iranienne apparaîtront aux occidentaux. Le cas est particulièrement flagrant en France, où la vague d'attentat de 1985, perçue comme une véritable déclaration de guerre, a finalement des objectifs purement internes ou régionaux : remboursement de la dette EURODIF, libération d'Anis Naccache (arrêté suite à la tentative d'assassinat de Chapour Baktiar ex-ministre du Shah), et surtout arrêt du soutien de la France à l'Irak dans la première guerre du Golfe.

L'action de l'Iran retrouve de la vigueur dans les Balkans tant en Bosnie qu'au Kosovo, dans une stratégie de rivalité avec les organisations sunnites.

### 2.3 Le terrorisme sunnite

L'expansion du terrorisme sunnite puise sa source dans l'exemple de la République islamique iranienne, trouve ses combattants dans le vivier de la guerre afghane et fonde sa contestation dans le rejet de l'intervention américaine dans le Golfe Persique en 1990. Nous brosons ci-dessous la situation de plusieurs pays au regard de l'émergence de l'islamisme sunnite. Ils sont choisis pour le parallèle qu'ils offrent entre l'islamisation de la société et l'émergence du terrorisme. Nous écartons volontairement d'autres cas. Le terrorisme islamiste du « Hamas », très violent, est orienté contre Israël et vers la création de l'Etat palestinien. Le terrorisme d'« Abou Sayaf » quant à lui, se rapproche parfois du grand banditisme.

#### 2.3.1 Arabie saoudite : Répression à l'intérieur, soutien financier à l'extérieur

Par bien des égards, l'Arabie Saoudite peut être considérée comme un état islamiste. Le wahhabisme, qui se rattache à l'école juridico-théologique hanbalite, la plus rigoureuse de l'islam sunnite, est religion d'état. Le Coran et la Sunna tiennent lieu de constitution et la Charia sert de fondement au système juridique. Néanmoins le Royaume saoudien fait l'objet d'une opposition islamiste de plus en plus importante. Cette situation est assez

paradoxe mais s'explique par la dualité de la politique saoudienne. En effet, en réaction à la révolution iranienne, Riyad se lance dans une course à la légitimité islamiste, tout en se couvrant face à la menace constituée par ce puissant voisin avec le soutien des Etats-Unis.

L'Arabie Saoudite soutient financièrement très généreusement par des fonds publics et privés de nombreux mouvements et organisations non gouvernementales qui militent pour l'expansion de l'Islam sunnite. Ce prosélytisme extérieur doit dissuader les actions intérieures. En novembre 1979, un groupe de militants islamistes saoudiens (sunnites) s'est en effet emparé de la Grande Mosquée de La Mecque avant d'être neutralisé par le GIGN français.

D'un autre côté, Riyad se concilie Washington en s'alignant sur sa politique. « Cet alignement s'est traduit par le rôle de relais de la CIA en Afghanistan, par la constitution d'un front anti-iranien sur la rive sud du Golfe avec la création du Conseil de la Coopération du Golfe (CCG) en 1981. Sur le marché pétrolier, le royaume, premier exportateur mondial avec une production de 8 millions de barils par jours, a toujours défendu les intérêts des Etats-Unis au sein de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ou de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole). »<sup>42</sup>

Malgré sa légitimité islamique naturelle et les efforts déployés pour l'expansion de l'Islam, l'Arabie Saoudite connaît un véritable désaveu en raison de son action lors de la Deuxième Guerre du Golfe. La présence sur le sol sacré de 500 000 soldats étrangers, qui plus est pour lutter contre des frères en religion, a eu un effet dévastateur sur le monde musulman. Peu sensibles aux règles du droit international - les islamistes contestent les frontières au nom de la Oumma - les musulmans dénoncent en revanche la corruption de la monarchie saoudienne qui pactise avec le « Grand Satan » pour préserver les intérêts économiques d'une minorité impie. Les financiers saoudiens qui ne respectent pas les règles du Coran concernant l'usure sont particulièrement visés. Le sol saoudien subit alors des actes terroristes contre des intérêts américains. La lutte antiterroriste est rigoureuse, la monarchie, comme l'allié américain, veillant à la stabilité du pays. Une sorte de négociation tacite avec les terroristes persiste cependant. En effet,

---

<sup>42</sup> De BIEVRES C. Arabie Saoudite. Un état islamiste ?, p.103 in CORDELLIER Serge (coord.), L'Islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.98-104.

le soutien financier important fourni à la mouvance islamiste par le biais d'organisations non gouvernementales et de mouvement religieux sert parfois des groupes terroristes. Mais ceux-ci développent alors leurs activités hors de la Oumma (Bosnie, Kosovo, Tchétchénie, Démocraties européennes), ce qui ne gêne ni les saoudiens ni les Etats-Unis.

### 2.3.2 Soudan : La relève de la légitimité

Le Soudan est un état islamiste marqué par la personnalité de Hassan Al Tourabi dans son histoire récente. Chef des Frères Musulmans soudanais, soutenu par l'Arabie Saoudite contre le nationalisme de Nasser, Tourabi, bien que combattu par le régime du général Ibrahim Abbud parvient à pénétrer l'administration et à étendre l'influence des Frères Musulmans. Ils participent au coup d'état de 1964 et au côté de partis laïques et progressistes parviennent à cohabiter jusqu'en 1969 date à laquelle le colonel Jafaar Nimieri prend le pouvoir. Celui-ci procède initialement à une répression contre les Frères Musulmans, jetant Al Tourabi en prison. Il parvient à mettre un terme à la guerre civile meurtrière qui secoue le Sud du pays. En 1972, les accords d'Addis-Abeba prévoient même une certaine autonomie pour cette partie majoritairement chrétienne. Mais l'implantation profonde des Frères Musulmans dans les rouages de la société le pousse à une politique de réconciliation à partir de 1977. Hassan Al Tourabi devient alors ministre de la Justice puis conseiller influent du président Nimeiri. Le pays connaît alors de graves problèmes économiques. La rébellion dans le Sud est relancée en 1983. Sous l'instigation d'Al Tourabi, le régime s'oriente alors vers une réislamisation et en 1983 la Charia est instaurée. Le régime, devenu impopulaire s'effondre en 1985. Les Frères Musulmans sous l'étiquette du Front National Islamique (FNI) passent dans l'opposition et fomentent un coup d'état qui ramène Hassan Al-Tourabi au pouvoir le 30 juin 1989. Le pays rentre alors dans une période de terreur. Le programme allie islamisme et sens des affaires, les cadres du FNI étant souvent formés comme des hommes d'affaires occidentaux. « Le programme islamiste repose sur plusieurs volets : l'islamisation de la société, étroitement contrôlée par des comités populaires de quartier, gardiens des mœurs (prohibition de l'alcool, obligation faite aux femmes de se couvrir la tête...), avec un appareil sécuritaire omniprésent ; la privatisation du secteur public, qui aboutit à transférer aux hommes d'affaires soutenant le régime les entreprises

nationales les plus rentables ; le libéralisme économique [...] et la mise en coupe réglée de tous les secteurs de l'économie par les affairistes liés au régime. »<sup>43</sup>

Le régime islamiste lié initialement à la révolution islamique iranienne dans son opposition aux pays arabes « hérétiques », profite de l'attentiste iranien dans la deuxième guerre du golfe pour prendre le flambeau de la lutte anti-occidentale dans le monde musulman. En 1991 le Soudan lance la Congrès Populaire Arabo-Islamique pour faire contrepoids à l'Organisation de la Conférence Islamique dominée par l'Arabie Saoudite. Le Soudan soutient à compter de ce moment là tous les mouvements extrémistes activistes. En 1991 également, Oussama Bin Laden se réfugie au Soudan.

Soumis à la pression internationale Soudan livre Carlos en 1994. Il a fait l'objet des résolutions du conseil de sécurité de l'Onu en 1996 pour livrer les terroristes réfugiés sur son territoire. Soumis à des sanctions en 1997, il a infléchi sa politique.

### 2.3.3 Algérie : Le stade de la guerre civile

La montée du terrorisme islamiste en Algérie prend ses racines d'une part dans la montée générale de l'islamisme politique et d'autre part dans les difficultés économiques rencontrées par le régime FLN. La confrontation armée de l'islamisme et du pouvoir « n'a [...] pas été un accident de l'histoire. Elle a bien plutôt été l'aboutissement d'un long processus remontant au début du mouvement national, [...] et qui s'est poursuivi après l'indépendance acquise en 1962. »<sup>44</sup> Détenteurs de ministères jugés politiquement minoritaires (Le Culte, la Justice, l'Education Nationale), les Ulémas diffusent dans la société un courant religieux très influent accréditant l'idée que l'islam politique serait le fondement du nationalisme algérien. Déjà dans les années 1980, des islamistes sous la direction de Mustapha Bouyali avaient créé des maquis sévèrement réprimés. Face aux difficultés sociales posées par l'explosion démographique et pour la crise pétrolière du début des années 1980, le pouvoir est très contesté. Lorsqu'en 1989, à l'occasion du passage au multipartisme, le FIS se pose en successeur du FLN<sup>45</sup>, ce dernier réagit sous

---

<sup>43</sup> De BIEVRES C. Soudan. Les Frères musulmans au pouvoir, p.137 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.133-140.

<sup>44</sup> ADDI Lahouari, Algérie. Aux sources de la confrontation armée, p.92 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.92-97.

<sup>45</sup> 54% des suffrages exprimés vont au FIS aux élections municipales du 12 juin 1990.

peine de se trouver marginalisé. Il interrompt le processus électoral<sup>46</sup> en s'appuyant sur l'armée. La résistance des islamistes s'organise dans la clandestinité et dans la division. De nombreux groupes, peu disciplinés et parfois infiltrés par les forces gouvernementales, poursuivent des actions divergentes. Le Mouvement Islamique Armé (MIA) et le Mouvement pour un Etat Islamique (MEI) commettent des attentats ciblés. Le Groupe Islamique Armé (GIA) se distingue rapidement d'eux en commettant des actions particulièrement médiatiques, violentes et meurtrières y compris à l'encontre d'étrangers à partir de 1993. Après deux années de tout répressif (1992-1994)<sup>47</sup>, le président Liamine Zeroual en septembre 1994, ouvre des négociations pour réintégrer les islamistes dans le débat démocratique. Dès lors, le mouvement islamiste se divise en une mouvance modérée issue du FIS qui prône la réintégration dans le débat démocratique et une branche activiste autour du GIA décidée à poursuivre la lutte armée violente. Ces tendances s'affrontent durement. « C'est ainsi que Djamel Zitouni émir de la faction la plus dure des GIA, qui revendiquait la prise d'otages de l'Airbus d'Air France en décembre 1994, la vague d'attentats en France au cours de l'été 1995 ainsi que l'enlèvement et le meurtre des sept moines trappistes au mois de mai 1996, aurait été à l'origine de la disparition de deux responsables de l' AIS, Mohammed Saïd et Abderrazaq Redjam après que ceux-ci eurent dénoncé violemment la direction du GIA. »<sup>48</sup> Zitouni est abattu à son tour, victime d'une expédition punitive de dissidents de son groupe qui vole alors en éclat. En octobre 1997, un cessez le feu est conclu avec l'Armée Islamique du Salut, mais des actions violentes du Groupe Islamique Armé perdurent contre les populations tandis que le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) se limite aux attaques contre les militaires et les milices.

En avril 1999, le président Bouteflika est élu et promulgue la loi de Concorde civile qui vise à l'amnistie de tous les terroristes n'ayant pas commis de crime de sang. Son ouverture ne rallie cependant pas ces deux derniers groupes. Malgré la lassitude de la population après dix années de guerre la situation est donc toujours incertaine tandis que les problèmes de fond socio-économiques ne sont pas résolus.

---

<sup>46</sup> Après le premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, le président Chadli est contraint à démissionner par l'armée. Le FIS est dissout le 4 mars 1992.

<sup>47</sup> En 1993, l'Algérie réduit ses relations diplomatiques avec l'Iran soupçonnée de soutenir le GIA.

<sup>48</sup> BOTIVEAU Bernard et CESARI, Jocelyne, Géopolitique des islams, Paris ; Economica (Poche géopolitique), 1997, p.71.

### 2.3.4 Egypte : En position défensive

L'islamisme tient une place à part en Egypte, patrie des Frères Musulmans. Créée en 1928 par l'instituteur Hassan al-Banna (1906-1949), la confrérie des Frères Musulmans prône une réforme complète de la société et connaît très rapidement un succès foudroyant. En vingt ans elle compte plus de deux millions d'adhérents. Appelant à la lutte contre l'occupation britannique, les Frères Musulmans prêchent également pour l'Oumma et, par du prosélytisme social, noyautent peu à peu des pans entiers de la société. Au sein de l'organisation naissent des mouvements armés qui combattent en 1948 pendant la première guerre israélo-arabe. Dissoute à l'issue de cette guerre, la confrérie continue son existence et joue un rôle non négligeable dans la révolution de 1952 qui porte Gamal Abdel Nasser au pouvoir. Par une répression efficace, Nasser parvient, dans les années soixante, à limiter l'influence du mouvement en Egypte. Mais les Frères exilés vont paradoxalement diffuser leurs idées dans la région. A la mort de Nasser en 1970, le régime d'Anouar al Sadate (1918-1981) a joué un rôle décisif dans la réémergence de l'islamisme. En effet ce dernier s'est appuyé sur la mouvance religieuse pour écarter ses ennemis marxistes ou nationalistes. Des gages ont ainsi été donnés, en particulier la reconnaissance de la Charia comme unique source du droit égyptien et le renforcement de l'influence de l'université islamique Al Azhar. Malgré cela, suite à la signature des accords de paix israélo-arabes de Camp David en 1979 et à l'accueil en Egypte du Shah d'Iran, l'opposition islamiste se montre de plus en plus violente. Le président Sadate est assassiné en octobre 1981 par le lieutenant Khaled al Islambouli membre du Djihad Islamique Egyptien, organisation terroriste issu des Frères Musulmans. A la fin des années soixante-dix naît également en Egypte le Gama'a al-Islamiya (Groupe Islamique) dont le chef spirituel, reconnu également par le Djihad Islamique Egyptien est le cheick Omar Abdel Rahman. Lorsque le président Mubarak accède au pouvoir il pratique d'abord une politique modérée contre les mouvements islamistes allant jusqu'à favoriser l'accès de frères musulmans - dont l'organisation demeure officieuse- à des postes d'influence. « Le recrutement en masse d'instituteurs, travailleurs sociaux, prêcheurs..., à « profils islamiques » par les ministères de l'Education, des Affaires sociales ou des Waqfs (fondations pieuses) tend ainsi à

« ruraliser » un phénomène jusque-là essentiellement urbain. »<sup>49</sup> Néanmoins la confrontation violente entre les islamistes et le pouvoir a repris vers 1987. Tandis que le Djihad Islamique Egyptien se concentre sur les personnalités occupant des fonctions importantes dans la hiérarchie politique ou militaire, le Gama'a al-Islamiya commet également des attentats contre des autorités coptes, des touristes occidentaux (depuis 1992) et des intérêts occidentaux à l'étranger. La Gama'a al-Islamiya est en particulier responsable du massacre de Louxor le 17 novembre 1997<sup>50</sup> et de l'attentat du World Trade Center de New York le 26 février 1993. A la suite de cet attentat Omar Abdel Rahman, le cheik aveugle, a été emprisonné aux Etats-Unis. Le 2 avril 1999, le Gama'a al-Islamiya a annoncé un cessez-le-feu et s'est désolidarisé du mouvement d'Oussama Bin Laden au contraire du Djihad Islamique Egyptien qui prône la poursuite de la lutte armée. Suite à cela, les autorités égyptiennes ont relâché plus de 2000 prisonniers du Gama'a mais des dissidents tels Rifa'i Taha Musa se désolidarisent de leur mouvement et menacent de poursuivre l'action armée.

### 2.3.5 Pakistan : Situation intérieur préoccupante

Le Pakistan est marqué par l'héritage du théologien salafiste Mawdudi<sup>51</sup>. Fondateur du Jamiat e-Islami pakistanais (JI), petite organisation élitiste bien organisée et aux méthodes musclées, il s'opposa à Zulficar Ali Bhutto partisan du socialisme islamique. Lorsque le général Zia ul-Haq parvint au pouvoir en 1977, il se montra favorable aux thèses du JI et « initia une réislamisation formelle du pays : mise en place de tribunaux consultatifs de la Charia auprès de la Cour suprême et des hautes cours provinciales en 1978 ; mise en vigueur des peines coraniques (hudud) pour les six crimes jugés les plus repoussants par l'islam(1979) ; rétablissement des impôts islamiques zakat et ushr (1980) ; ordonnance punissant le blasphème (1980) ; [...] ; amendements faisant entrer dans le corps de la Constitution les références à l'islam jusque-là contenues dans son préambule (1985) ; interdiction de l'intérêt bancaire (1985)...Quant au JI, ses membres

---

<sup>49</sup> ROUSSILLON Alain, Egypte. Plus d'un demi-siècle d'activisme islamiste, p.107 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.105-109.

<sup>50</sup> L'attentat a été commis par un groupuscule du Gama'a le « bataillon de la ruine et de la dévastation ». La direction a néanmoins condamné l'attentat.

<sup>51</sup> Mawdudi meurt en 1979 à Buffalo (Etats-Unis).

pouvaient impunément mener des actions violentes au sein des universités et des syndicats. »<sup>52</sup>

A partir de 1986, le pouvoir continue cette politique d'islamisation tout en retirant son soutien au JI. Le général Zia meurt dans un accident d'avion le 17 août 1988 et s'ouvre alors une période d'instabilité politique au cours de laquelle les urnes ne sont pas favorables aux islamistes. Pourtant les tensions religieuses demeurent. Des mouvements chiites dont le Hizb e-jihad naissent à cette époque entraînant des réactions sunnites violentes. Sur le territoire pakistanais la lutte antiterroriste est donc de mise et permet de donner des gages de respectabilité à l'allié américain qui est parfois visé. Le 12 novembre 1999, des attentats au lance roquettes ont visé l'ambassade américaine, et d'autres centres internationaux à Islamabad. Mais alors qu'Isamabad essaie de maîtriser les affrontements entre chiites et sunnites à l'intérieur, elle instrumente des groupes lui permettant d'étendre son influence contre son ennemi indien au Cachemire et de s'opposer à l'Iran et la Russie en Afghanistan et en Asie Centrale. Ainsi les Pakistanais aident le Harakat ul-Mujahidin (HUM) qui opère au Cachemire, en lui fournissant un soutien diplomatique, politique et moral, en abritant les terroristes tel Maulana Masood Azhar et en autorisant le recrutement et la collecte des fonds sur leur territoire. Le HUM entretient des bases d'entraînement au Pakistan et en Afghanistan et reçoit de l'aide financière de l'Arabie Saoudite et d'autres états du Golfe Persique. D'autre part, le Pakistan fait la sourde oreille aux pressions exercées par les Américains pour la fermeture des écoles religieuses des Talibans. Cette situation perdure après le renversement du régime du Premier Ministre Nawaz Sharif par le général Pervez Musharraf après le coup d'état du 12 octobre 1998.

### 2.3.6 La matrice afghane : organisation faîtière

Fort de sa notoriété acquise pendant la guerre d'Afghanistan, le milliardaire saoudien Oussama Bin Laden qui avait créé le mouvement Makhtab al-Khidamat pour financer l'installation à Peshawar de moudjahidins de tous pays arrivant combattre en Afghanistan décide à partir de la guerre du Golfe de fédérer les mouvements islamistes. De retour en Arabie Saoudite il fonde en 1988 al-Qaeda (la base) pour répandre le Jihad à travers le

---

<sup>52</sup> POCHOY Michel, Pakistan. « République islamique » p.128 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.124 -128.

monde. Réfugié au Soudan en 1991, lorsque l'Arabie Saoudite, compromise avec les Américains, perd le leadership islamiste, il doit quitter ce pays en 1996 sous la pression internationale et rejoint l'Afghanistan des Talibans. Déchu de la nationalité saoudienne en 1994, il lance en février 1998 une « fatwa » sous la bannière du Front Islamique Mondial pour la Jihad contre les Juifs et les Croisés.

L'objectif de ce mouvement est d'obtenir l'application de l'ordre islamique dans les pays musulmans et d'en extraire toute influence ou présence étrangère, les objectifs prioritaires étant la libération de la Palestine et, en Arabie Saoudite, le renversement de la famille royale et le départ des Américains. Mais en dehors de cet objectif, l'organisation de Bin Laden permet de favoriser les liens entre les différents mouvements de par le monde. On assiste alors à une reconstitution de l'internationalisation du terrorisme des années 1970 avec échanges de contrat entre les organisations et soutien mutuel. D'après les Américains, l'organisation de Oussama Bin Laden a envoyé des combattants au Tadjikistan, en Tchétchénie, en Somalie, au Soudan, au Yémen mais aussi a soutenu des mouvements aux Philippines, en Egypte, en Libye, au Pakistan et en Erythrée.

### 3 Le pragmatisme américain

« L'intégrisme islamique, dont l'un des objectifs avoués est la remise en cause de la primauté américaine, est ici l'un des principaux facteurs d'instabilité. Ce mouvement, exploitant les ressentiments nés du conflit israélo-arabe et l'hostilité à l'égard du modèle culturel américain, est en mesure d'ébranler les gouvernements pro-occidentaux du Moyen-Orient et fait peser une menace importante sur les intérêts américains dans la région, en particulier autour du golfe Persique. Pourtant, l'absence de cohésion politique et d'un Etat islamique puissant capable d'imposer son autorité aux divers courants, le défi que représente le fondamentalisme islamique n'est guère stratégique du point de vue géopolitique et devrait continuer à s'exprimer, pour l'essentiel, à travers une violence diffuse. »<sup>53</sup>

Cette citation de Zbigniew BRZEZINSKI illustre bien la perception américaine de la menace islamiste ou plutôt de l'absence de menace. Un tel état d'esprit explique l'attitude des Etats-Unis vis à vis du terrorisme islamiste.

En préambule, il faut constater que l'islamisme politique ou radical ne gêne en rien les Américains s'il n'est pas cause d'instabilité chez leurs alliés. Par extension, nous verrons que le soutien de l'extrémisme peut même être un des moyens de la politique étrangère américaine. Deux précautions sont alors prises. D'une part le soutien est réversible. Il cesse dès que le comportement diverge des objectifs fixés ou lorsque l'objectif change. D'autre part comme l'exprime BRZEZINSKI, il doit éviter la création d'une puissance trop grande, fut-elle régionale.

L'hyper puissance américaine dispose d'un arsenal important pour lutter contre le terrorisme. Nous le présenterons dans une deuxième sous-partie.

Enfin, malgré l'efficacité de l'action antiterroriste nous exprimerons des doutes sur la maîtrise américaine sur le processus de stimulation / répression mis en œuvre depuis les années 1980.

#### 3.1 Les Etats-Unis complices de l'émergence des mouvements terroristes islamistes

##### 3.1.1 Le soutien à l'islamisme radical proaméricain

« Les dirigeants [des mouvements islamistes engagés] sont reçus aux Etats-Unis. Sils doivent un jour prendre le pouvoir, autant s'être assurés au préalable de leurs

---

<sup>53</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier : Une hégémonie d'un type nouveau, Paris ; Bayard Editions (Actualité), 1997,p.82

bonnes intentions et s'ils n'en ont pas, préparer la division dans leurs rangs, jouer les « modérés » contre les « radicaux ». »<sup>54</sup>

Le meilleur exemple du pragmatisme américain à l'égard de l'islamisme est constitué par le premier allié dans le monde arabe. En effet, en raison des considérations économiques et géopolitiques exposées ci-dessus, les Etats-Unis ont mis en veilleuse à l'encontre de ce pays ce qu'ils proclament être les fondements de leur politique étrangère : le respect des droits de l'homme et la diffusion de la démocratie comme pré-requis de la stabilité. Le pouvoir en Arabie Saoudite est autocratique, sa transmission elle-même étant d'une rare opacité. Quant aux droits de l'homme, ils sont battus en brèche ne serait-ce que par l'inégalité entre les droits des hommes et des femmes.

En Algérie, certains auteurs soulignent que les attentats contre les ressortissants étrangers ont épargné les citoyens américains, voyant en cela une possibilité de négociation de l'indifférence bienveillante des Américains envers le GIA.

En Afghanistan, après la guerre contre les Soviétiques, les Etats-Unis changent leurs alliances pour choisir les Talibans. « En donnant la priorité à leur pénétration économique d'une zone riche en hydrocarbures - et en particulier à la construction, par la compagnie multinationale Unocal, d'un oléoduc entre l'Asie centrale et le Pakistan à travers l'Afghanistan -, ils ont en partie aidé la consolidation du pouvoir des talibans. Qui plus est, alliés du Pakistan et de l'Arabie saoudite, les talibans confortaient la politique anti-iraniennne de Washington. [...]. [Les Etats-Unis] portent une responsabilité importante dans la genèse de ce mouvement. »<sup>55</sup>

Ces exemples suffisent à montrer que l'islamisme n'est pas condamné par les Etats-Unis s'il sert leurs intérêts ou s'il peut le servir un jour. Cette attitude se comprend dans la mesure où les Etats-Unis, devant déjà faire oublier leur alliance avec Israël et étant pris pour cible par de nombreux groupes terroristes, veulent donner des gages d'impartialité à moindre frais.

---

<sup>54</sup> TOSCANE Luiza, L'ISLAM Un autre nationalisme ?, Paris ;L'Harmattan (Conjonctures politiques),1995, p.163

<sup>55</sup> RASHID Ahmed, « Les talibans au cœur de la déstabilisation régionale », Le Monde diplomatique, novembre 1999, pp.4-5

### 3.1.2 La guerre d'Afghanistan

« Sans qu'il existe une quelconque internationale islamiste, toute une génération partage cette expérience qui, en un sens, et parce qu'elle a eu lieu dans un pays sunnite, est aussi importante que la révolution iranienne de 1979. »<sup>56</sup>

La guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques est l'exemple le plus connu du soutien actif des Américains aux extrémistes islamistes. Elle joue un rôle particulièrement important dans la mouvance islamiste sunnite, rôle qui perdure dans les années 1990-2000. Le 27 décembre 1979, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan. Leur principal objectif est de consolider le gouvernement communiste installé par un coup d'Etat au printemps 1978. Mais par la même occasion, l'URSS réalise sa poussée vers les mers chaudes, objet d'une politique héritée de la Russie. La réaction américaine à cet événement qui marque le paroxysme de l'extension communiste dans le monde est vigoureuse. Dans le domaine de la stratégie indirecte, les Américains décident de soutenir les « moudjahidins », les combattants de la guerre sainte. Ce soutien passe financièrement par leur indéfectible allié saoudien et militairement et logistiquement par le voisin pakistanais. « L'opération fut conçue par la CIA, le chef des services saoudiens (le prince Turki Bin Faysal, toujours en fonctions) et l'INTER Service Intelligence pakistanaise (ISI)- seul ce dernier service étant prêt à « se mouiller ». »<sup>57</sup> Le soutien américain a été quelquefois plus direct se traduisant en particulier par la livraison d'armes. « Aujourd'hui, la CIA estime à 55 millions de dollars le rachat des missiles Stinger offerts aux Afghans lors de la lutte contre l'URSS. Et l'action menée par William Casey, l'ex-patron de cette agence, ne se limitait pas aux dons d'armements, mais allait jusqu'à la mise en place de bureaux de recrutement et d'entraînement aux Etats-Unis»<sup>58</sup>

Après le retrait russe officialisé en 1988 par les accords de Genève, l'alliance des moudjahidins est rompue entre différentes factions représentatives des divisions ethno-religieuses de la région. Le Jamiat-e Islami afghan de Borhanuddin Rabbani, proche des Frères Musulmans égyptiens, est dominant chez les persanophones. Un de ses chefs est le

---

<sup>56</sup> DORRONSORO Gilles, Afghanistan Du « jihad » à la guerre civile, p.88 in CORDELLIER Serge (coord.), L'islamisme, Paris ; Editions La Découverte (Les dossiers de l'état du monde), 1994, pp.88-96.

<sup>57</sup> Roy Olivier, « Les contours flous de l'internationale islamiste », Le Monde diplomatique, octobre 1998, p.8-9.

<sup>58</sup> TOSCANE Luiza, L'ISLAM Un autre nationalisme ?, Paris ;L'Harmattan (Conjonctures politiques),1995, p.32

commandant Ahmad Shah Massoud. Le Hezb-e Islami placé sous la direction de Gulbuddin Hekmatyar, allié du Jamiat-e Islami pakistanais, est principalement composé de patchouns.

Une autre opposition joue également entre le parti chiite pro-iranien Hezb-e Wadhat et l'Ettehad, parti proche des fondamentalistes anti-chiites saoudiens.

Le mouvement de Hekmatyar, qui a acquis son autonomie financière par le trafic de drogue, prend position pour l'Irak. Aussitôt, il perd le soutien des Etats-Unis qui forcent le Pakistan, grâce à des sanctions économiques votées en 1993, à l'abandonner au profit des Talibans forts d'un soutien populaire réel ou supposé.<sup>59</sup> « Ces talibans bénéficient de 1994 à 1996 de la bienveillance américaine. »<sup>60</sup> En 1996 Oussama Bin Laden se réfugie en Afghanistan. Depuis, les Etats-Unis entament un processus de sanctions contre les Talibans qui va en se durcissant.

### 3.1.3 Les prolongements

Le succès du Jihad contre l'Armée rouge a considérablement marqué les esprits. Pour les Américains, le retrait des Russes est incontestablement une réussite stratégique. Pour les pays musulmans qui ont soutenu la lutte également. La guerre afghane a éloigné leurs opposants extrémistes et leur a fourni l'occasion de prouver leur ardeur missionnaire à bon compte, c'est à dire à l'étranger. La leçon est donc retenue pour deux conflits ultérieurs, servant les intérêts américains et opposant des musulmans à des impies.

#### 3.1.3.1 La Bosnie et le Kosovo

En Bosnie de nombreux volontaires (environ 3 à 5000) sont venus se battre aux côtés des musulmans contre les Serbes ou contre les Croates. Les volontaires étrangers s'entraînaient principalement à Zenica et à Tuzla. Parmi eux se trouvent des anciens « Afghans » mais aussi des islamistes venus du Maghreb, d'Iran, du Liban, de la Turquie, des pays du Golfe et aussi d'Europe. Malgré l'embargo sur les armes, l'aide logistique est importante. « Entre 1993 et 1995 les Bosno-Musulmans auraient reçu pour 300

---

<sup>59</sup> Karl Inderfuth, Assistant Secretary of State Bureau of South Asian Affairs, dans une audition devant le Congrès américain le 20 juillet 2000 souligne que les Talibans bénéficiaient d'un grand soutien populaire lors de leur arrivée à Kaboul en 1996 sans évoquer la part que les Etats-Unis a pris dans leur réussite militaire.

<sup>60</sup> Roy Olivier, « Les contours flous de l'internationale islamiste », Le Monde diplomatique, octobre 1998, p.8-9.

millions de dollars d'armes saoudiennes et 500 millions de dollars d'aide prétendument humanitaire. »<sup>61</sup> Des armes et des fonds sont également venus d'Iran, du Soudan, du Pakistan, ou de la Turquie.

La société musulmane bosniaque pratiquait un islam modéré mais son leader Alija Izerbegovic est un islamiste convaincu dont les prises de position et l'admiration pour le modèle iranien sont connus. Contraint de se montrer plus modéré pour conserver le soutien de la communauté internationale, il favorise néanmoins l'islamisation en profondeur de la société. Le rôle des associations humanitaires islamistes incitant à plus de pratique religieuse en échange de l'aide qu'elles apportent est d'une grande efficacité. Le facteur musulman sert de ferment à la création d'une nation nouvelle qui se forme sur un territoire, avec une langue agrégeant peu à peu des termes turcs et arabes. La fiction de la société multiethnique est d'ailleurs tacitement reconnue par les accords de Dayton qui entérinent une situation de guerre<sup>62</sup>, allouant à chaque ethnie un territoire. La prochaine évolution pourrait conduire quasi inévitable à l'explosion de l'artificielle Confédération croato-musulmane.

Les Etats-Unis ont joué un rôle actif dans le soutien aux Musulmans de Bosnie. Fervents défenseurs de la reconnaissance de l'indépendance du pays en 1992, ils encouragèrent ainsi la poursuite du démantèlement de la Yougoslavie déjà amputée de la Slovénie et de la Croatie. Garant auprès de leurs alliés arabes du sort des Musulmans de Bosnie, ils ont favorisé les Musulmans en leur dépêchant une aide militaire discrète par le biais de sociétés de mercenaires. La Military Professional Resources Incorporated (MPRI) ou Armor Holdings sont des « entreprises privées » dont les liens avec le monde de la Défense américaine sont très étroits. Le contrôle de l'embargo a souffert de lacunes et des parachutages discrets américains ont même été réalisés sur la Bosnie à l'insu des alliés. Le retournement militaire de 1995 (succès des Croates contre les Serbes) s'est largement trouvé conforté par cette aide parfois complétée également à la marge par les forces de l'ONU et de l'OTAN.

Le soutien aux musulmans se trouve confirmé au Kosovo. Le recrutement et la formation de volontaires sur le territoire américain avec l'aide de la Garde Nationale en est une illustration parmi d'autres. L'échec de la conférence de Rambouillet peut en partie

---

<sup>61</sup> DEL VALLE Alexandre, *Guerres contre l'Europe, Bosnie-Kosovo-Tchéchénie...*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, p. 115.

s'expliquer par les exigences exorbitantes formulées par la diplomatie américaine au nom de la communauté internationale au regard du respect de la souveraineté de l'état serbe. Quels sont alors les intérêts des Américains dans cette politique de soutien à l'émergence de nations musulmanes au cœur de l'Europe ?

D'une part l'instabilité des Balkans est venue à point nommé au début des années 1990 rappeler aux Européens que leur sécurité n'était pas assurée uniquement en raison de la chute de l'Union Soviétique. Elle a permis également de leur prouver que cette sécurité dépendait de l'intervention américaine. Dans l'affaire du Kosovo, les Américains ont précédé le mandat de l'ONU pour engager l'OTAN dans une opération militaire montrant son efficacité et légitimant son existence dans le nouveau contexte géopolitique de l'après guerre froide.

D'autre part, l'instauration d'états musulmans pro-américains au cœur de l'Europe leur permet d'influer sur l'avenir de celle-ci et de ses relations avec la Russie.

### 3.1.3.2 Inflexion de l'attitude américaine : Caspienne et Asie centrale

Le conflit tchéchène trouve sa source dans une lointaine opposition de ce peuple –un des plus anciens du Caucase– contre le puissant voisin russe. En 1991, le pays refuse de se reconnaître membre de la Fédération de Russie. Aucun compromis n'étant trouvé sur un statut particulier d'autonomie, Moscou s'impose alors par la force. La république tchéchène est vitale pour elle. C'est sur son territoire que passe l'oléoduc nord de la Caspienne<sup>63</sup>. C'est aussi un exemple pour les autres peuples musulmans de la Fédération de Russie. Le conflit est, comme en Palestine ou en Bosnie, instrumenté comme une persécution anti-islamique. La Turquie et l'Arabie Saoudite s'élèvent violemment au sommet de l'OCI de décembre 1994 à Casablanca contre la guerre faite aux membres de la Oumma. Le soutien n'est pas que diplomatique. L'engagement des « Afghans » et des états islamiques aux côtés des rebelles tchéchènes pour poursuivre le combat contre la Russie impie est aussi flagrant qu'en Bosnie ou au Kosovo. « Depuis le début des années 1990, les Saoudiens wahhabites ont, contrairement à l'Iran très en retrait, financé l'écrasante majorité des mosquées et d'écoles coraniques d'Asie Centrale ».<sup>64</sup> Placé en

---

<sup>62</sup> A un moment où le renversement de situation désavantage les Serbes.

<sup>63</sup> Voir figures 3 et 4.

<sup>64</sup> ROY Olivier, Le Monde Diplomatique, août 1999.

position d'opposant au « nationaliste modéré » Maskahadov coupable de vouloir négocier, le courant islamiste, dirigé par Chamil Bessaïev et de Habib Abder-Rakhman<sup>65</sup> porte alors le conflit dans le voisin Daghestan. Cette république laïque ne s'embrase cependant pas. Les islamistes tchéchènes pratiquent alors des vagues d'attentats jusque sur le territoire de la Russie. De prétexte au conflit, l'islam devient alors un but. Cette guerre sert les intérêts économiques immédiats des Américains<sup>66</sup> en empêchant Moscou d'imposer le tracé nord des oléoducs d'évacuation du pétrole de la Caspienne. Pourtant, le soutien à la rébellion semble seulement le fait indirect et indépendant de leurs alliés Saoudiens ou Pakistanais.

En Asie centrale l'agitation islamiste est également active. En 1999 par deux fois des membres du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan ont pénétré au Kirghizstan à partir du Tadjikistan pour enlever des otages dont quatre géologues japonais et des militaires kirghizes. Leur but est d'obtenir la liberté d'action au Kirghizstan dans leurs actions contre l'Ouzbékistan, mais aussi des fonds et des libérations de prisonniers. Au Tadjikistan, la situation est très confuse. En 1999, l'ambassade des Etats-Unis à Douchanbe a dû fermer pour des raisons de sécurité. En février 1999 cinq voitures piégées tuent 16 personnes en Ouzbékistan. En novembre des affrontements aux environs de Tachkent tuent 10 membres du gouvernement ouzbek et 15 insurgés.

Echaudés par l'exemple des Talibans, les Américains préfèrent favoriser dans la région l'extension de l'influence de la Turquie ou d'alliances régionales, constituées sous leur égide et capables de s'opposer à la Russie.

Dans cette optique 1994 est né le groupe « T6 » regroupant six pays turcophones (Turquie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Turkménistan ). Son but est le développement des relations économiques et culturelles. Ces relations se prolongent cependant sur le plan militaire par des exercices menés dans le cadre du partenariat pour la paix.

---

<sup>65</sup> Alias commandant Khattab, il serait d'origine saoudienne, bien que présenté parfois comme jordanien. Ayant fait ses armes en Afghanistan, il a combattu également au tadjikistan de 1992 à 1994 avant de rejoindre la Tchétchénie. Ayant le soutien d'Oussama Bin Laden, il est recherché par les Etats-Unis pour son implication présumée dans les attentats contre les ambassades américaines en 1998.

<sup>66</sup> La vague d'attentat de septembre 1999 en Russie est attribuée par les russes à des éléments tchéchènes conduits par Shamil Bassiev et Ibn al-Khattab . Mais, dans « Global Patterns of terrorism 1999 » les Etats-Unis refusent de cautionner ces dires qui légitiment l'action russe. Ils admettent quand même que les rebelles tchéchènes ont des renforts de Moudjahidins ayant des soutiens au Moyen-Orient et dans la mouvance d'Oussama Bin Laden.

Un autre exemple de cette politique est constitué par le GUAM né en 1998, alliance entre la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie étendue en 1999 à l'Ouzbékistan.

Dans cette région Washington semble donc revenir à des méthodes plus diplomatiques pour étendre son influence. On constate même un frémissement de coopération dans la lutte antiterroriste entre les Etats-Unis et la Russie.

### 3.2 Les Etats-Unis acteurs de la lutte contre le terrorisme islamiste

La politique américaine dans le domaine anti-terroriste repose sur quatre piliers<sup>67</sup> :

- Pas de négociations ni de concessions envers les terroristes
- Assigner les terroristes en justice
- Isoler les états soutenant le terrorisme et faire pression sur eux pour qu'ils changent de comportement
- Renforcer les capacités des états qui luttent contre le terrorisme avec les Américains et demandent de l'aide

Pour atteindre ces objectifs, les Américains utilisent deux outils de législation intérieure permettant de prendre des sanctions essentiellement économiques. Comme nous le verrons ci-dessous ces lois américaines sont de véritables outils de politique étrangère.

Chaque année le Département d'Etat procède donc officiellement à la désignation des Etats qui soutiennent le terrorisme et des organisations terroristes étrangères (FTOs).

#### 3.2.1 Les pressions sur les états soutenant le terrorisme : un dispositif efficace mais dont l'application est discutable

##### 3.2.1.1 Les états parias

En 1999, ces états sont les mêmes que depuis 1993, c'est à dire Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie. Sans être inscrit sur la liste, le Pakistan est épinglé pour son soutien aux terroristes agissant au Cachemire et aux Talibans. L'inscription des pays sur cette liste se traduit par des pressions économiques et diplomatiques telles que la seule menace d'y figurer infléchit parfois l'attitude des gouvernements. Car les Etats-Unis par leur influence au sein des organismes

---

<sup>67</sup> Source U.S. State Department «Patterns of global terrorism 1999 »

multinationaux tels que l'ONU, le FMI et l'OMC dispose de moyens de levier importants.

Aussi les Américains graduent-ils la marche vers l'inscription sur la liste et se montrent exigeant pour le retrait. Les avertissements passent toujours par des sanctions économiques.

« Les EUA firent des pressions économiques sur le Pakistan, dont l'utilité stratégique déclinait depuis que l'URSS s'était effondrée et que l'Inde était acculée à la réalpolitik. Ils lui enjoignirent de ne plus soutenir les mouvements afghans et du Cachemire. En août 1993, les sanctions contre le Pakistan furent décidées. En septembre, la commission des Affaires étrangères du Sénat américain accompagna ses remarques sur les atteintes aux droits de l'homme d'un vœu de voir cesser le soutien des Pakistanais aux mouvements de l'islam engagé qui étaient de plus en plus influents[...]. »<sup>68</sup>

De plus des lois nationales sont de véritables outils de politique internationale imposant des sanctions contre des entreprises de pays tiers. Ainsi les lois Helms-Burton (mars 96) contre Cuba et d'Amato-Kennedy contre l'Iran et la Libye (août 96) dépassent le cadre strictement binational. La loi d'Amato impose des sanctions contre toute compagnie étrangère faisant des investissements de plus de 40 millions de dollars en Iran. Ces lois ont même parfois plus d'effet à l'étranger compte tenu de l'influence des industriels américains qui sont pénalisés également. Ainsi la loi d'Amato interrompt un juteux contrat entre la société CONOCO et le ministère du pétrole iranien. Alors, profitant de l'accession au pouvoir de nouveau président Mohammed Khatami, des pressions apparaissent pour lever l'embargo contre l'Iran et aider le nouveau régime dans sa lutte d'influence avec les islamistes. Déjà cet embargo n'avait déjà pas été autant strict que celui contre l'Irak.

En dehors de la liste des Etats parias les Américains décrètent également des sanctions économiques particulières. Par exemple, Clinton décrète en 1999 une loi pour stopper tous liens économiques entre les Talibans et les Etats-Unis (Executive Order 13129).

---

<sup>68</sup> TOSCANE Luiza, L'ISLAM Un autre nationalisme ?, Paris ;L'Harmattan (Conjonctures politiques),1995, p.64

La pertinence des inscriptions sur la liste des états parias fait l'objet de nombreuses critiques. Leur impartialité peut, il est vrai être mise en doute. « En 1982, l'Irak est biffé de la liste des états parrainant le terrorisme (à cette époque l'ennemi est l'Iran !) »<sup>69</sup>

La manière employée est également contestée. Le 20 août 1998, en violant la souveraineté de l'Afghanistan et du Soudan, les Etats Unis ont invoqué l'article 51 de la Charte de Nations Unies. Pourtant, ce texte ne prévoit l'usage de la légitime défense qu'en cas d'agression armée. De plus ces actions dites de dissuasion ont eu lieu alors que l'enquête préliminaire n'avait pas désigné clairement les responsables. Les Etats-Unis ont refusé l'envoi d'une commission d'enquête des Nations Unies pour vérifier la véracité de leurs dires sur les activités de l'usine pharmaceutique de Khartoum.

D'un autre côté, d'autres pays pourraient figurer sur la liste pour leur non respect des droits de l'homme (Arabie Saoudite) ou pour leur comportement concernant les armes de destruction massive (Israël non signataire du traité de non prolifération de 1972 et de la convention sur les armes chimiques de même que l'Egypte).

#### 3.2.1.2 Les actions de coopération multilatérales

Les Etats-Unis exercent des actions très vigoureuses en multilatéral dans la lutte antiterroriste. Ces actions visent d'une part à aider leurs alliés dans la lutte anti-terroriste. Elles contribuent à renforcer leur stabilité, stabilité nécessaire à la fidélité de l'alliance. Les partenaires privilégiés sont encore une fois l'Arabie Saoudite, l'Egypte et Israël. La coopération s'étend récemment à d'autres partenaires, dans la tentative de maîtriser la prolifération du terrorisme. Une alliance a ainsi été conclue avec l'Inde. En juin 2000, à Washington, la « Center Asia counter-terrorism conference » réunissait Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan.

D'autre part, vis à vis de partenaires plus nombreux, les initiatives ont pour but de mobiliser la communauté internationale contre le phénomène terroriste. En mars 1996, le sommet de Charm el-Cheikh en Egypte a réuni sous une coprésidence égyptienne et américaine trente neuf délégations dont la plupart des pays arabes, des pays européens et le Japon. Pour continuer sa politique à l'encontre de l'Iran et de l'Irak ou de la Syrie, l'Amérique a besoin de faire accréditer les menaces que constituent ces pays par le G8, l'ONU ou des conférences internationales. Cette politique tous azimuts conduit à des

---

<sup>69</sup> BAUD Jacques, Encyclopédie des terrorismes <sup>2</sup>, Paris ; Lavauzelle, 1999, p.129.

succès. Certains des auteurs des attentats d'août 1998 en Afrique de l'Est, ont été arrêtés en Afrique de Sud et en Grande Bretagne.

### 3.2.2 Les actions contre les organisations terroristes.

Chaque année, le département d'état publie une liste officielle des organisations terroristes étrangères. Selon la loi, le dispositif judiciaire concernant ces mouvements sont alors les suivants :

- Il est interdit de soutenir matériellement ou financièrement ces organisations.
- Les membres de ces organisations ne peuvent obtenir de visas d'entrée sur le territoire américain ou doivent être expulsés.
- Les institutions financières américaines doivent geler les fonds des organisations terroristes et de leurs membres et en avertir les département d'état.

Cette liste ainsi que les sanctions qui en découlent ne sont pas critiqués.

## 3.3 Les limites : Un phénomène non maîtrisé

Malgré une intense activité<sup>70</sup>, les Etats-Unis ne parviennent pas à contenir le terrorisme islamiste. L'attentat contre le bâtiment de la marine américaine USS COLE le 12 octobre 2000 l'a rappelé durement (17 marins tués).

### 3.3.1 La prolifération et le sanctuaire afghan

Alors que le Pakistan (1993) puis le Soudan (1996) ont infléchi leur politique de soutien aux terroristes, l'Afghanistan est actuellement rebelle aux pressions de la communauté internationale. Le régime des Talibans, malgré des contacts répétés avec les Etats-Unis et une résolution du conseil de sécurité des Nations Unies (votée à l'unanimité), se refuse à livrer le terroriste Oussama Bin Laden. Le 14 novembre 1999 des sanctions sont appliquées contre l'Afghanistan des Talibans. Peu après, en décembre 1999, ils accueillent un avion d'Indian Airlines détourné par des terroristes qui, après avoir obtenu la libération de trois militants du Cachemire par les autorités indiennes et avoir tué un des passagers, sont laissés libres de leur mouvements. A partir de ce refuge afghan, l'organisation dirigée par Oussama Bin Laden rayonne sur plusieurs fronts que nous avons déjà évoqués. Les exemples sont multiples :

---

<sup>70</sup> Le Secrétariat d'Etat américain dispose un coordonnateur de la lutte anti-terroriste

- Le Front Islamique de Libération Moro au Philippines par la bouche de son chef Hashim Salamat affirme avoir reçu des fonds d'Oussama Bin Laden qu'il aurait utilisés pour construire des mosquées, des dispensaires et des écoles.
- En octobre 1999 les autorités albanaises ont expulsés deux « humanitaires » suspectés d'avoir des liens avec Ousama Bin Laden.
- Le Français David Courtailler et Ahmed Laidouni du gang des islamistes de Roubaix ont reçu des entraînements dans des camps en Afghanistan.
- En Jordanie, un groupe de jordaniens, un irakien et un algérien liés à l'organisation d'Oussama Bin Laden sont arrêtés alors qu'ils préparaient des attentats contre des touristes américains et israéliens.
- Le leader du HUM Fazl Rahman Khalil a signé en février 1998 la fatwa d'Oussama Bin Laden. Des membres de son groupe ont été blessés dans le raid américain de Khost en Afghanistan, le 20 août 1998.
- Jamal Ahmed al-Fadl, ancien membre du réseau Bin Laden et témoin dans le procès des attentats de Nairobi et Dar el Salaam, confirme les liens de son ancienne organisation avec les révolutionnaires islamiques de Tchétchénie et du Yémen ainsi que des achats de fermes au Soudan transformées en camp d'entraînement.
- Les autorités chinoises affirment que les armes et les explosifs utilisés par des militants ouïgours dans le Xinjiang proviennent d'Afghanistan.

### 3.3.2 Une lutte rendue plus difficile

La lutte contre les terroristes est plus difficile pour plusieurs raisons qui toutes limitent la portée des mesures évoquées plus haut.

Les organisations terroristes islamistes ne sont pas structurées de façon rigide et hiérarchisée. Leurs terroristes agissent par petits groupes, profitant plus de contacts particuliers noués sur les champs de bataille afghan ou bosniaque qu'en se tenant strictement à leur réseau.

D'autre part l'aura dont ils bénéficient dans certaines couches de la population leur permettent de faire commettre certains actes par des volontaires occasionnels. Ceux-ci sont plus difficiles à détecter par absence de récidive.

Enfin ils disposent de sources de financement variées, garantes d'indépendance. Nous avons déjà largement évoqué le soutien fourni par des organisations non

gouvernementales ou religieuses. Il faut selon les cas rajouter les financements produits par les trafics dont celui de la drogue (Afghanistan, Liban) ou par l'impôt perçu auprès des populations.

Les attentats sont donc difficiles à prévenir. Ils peuvent impliquer des ressortissants de plusieurs nationalités, se produire sur tous les continents et menacent l'Amérique sur son propre territoire.

## Conclusion

*« C'est peut-être la plus grande faiblesse de la diplomatie américaine que de sous-estimer en permanence l'irrationnel. A aucun moment, dans les années soixante-dix, ils n'avaient pressenti le potentiel révolutionnaire de l'islamisme en Iran. De même, en armant le « moudjahidins » afghans dans les années quatre-vingt, pour leur permettre de résister à l'envahisseur soviétique, avaient-ils fermé les yeux, volontairement ou non, sur les conséquences d'un soutien aux extrémistes islamistes. De même enfin, en soutenant aujourd'hui l'intégration de la Turquie à l'Europe et en favorisant la constitution d'Etats musulmans dans les Balkans, sous-estiment-ils le potentiel révolutionnaire et conquérant de l'Islam. A moins que cela ne participe d'une stratégie qui consiste à substituer une menace à une autre en Europe, l'Islam après le communisme, pour maintenir celle-ci dans son giron... »<sup>71</sup>*

Vingt ans après l'électrochoc iranien, le terrorisme islamiste continue à animer la scène internationale. Mêlé à la plupart des crises actuelles - au Timor, en Palestine, en Bosnie, au Kosovo, dorénavant en Macédoine, en Tchétchénie, au Cachemire...- il dessine les contours du monde islamique, accréditant la thèse de « choc civilisationnel » de Samuel Huntington.

Cette « violence diffuse » selon les termes de Brzezinski est exploitée par la première puissance mondiale lorsqu'elle peut servir ses intérêts et combattue dans le cas contraire. Au terme de cette courte étude il convient pourtant d'émettre des réserves sur la lucidité à long terme de la politique extérieure américaine. Ce mémoire s'est limité à analyser les effets des décisions de Washington sans étudier les circonstances de leur conception. Qui sont les auteurs de la diplomatie américaine ? La réponse à cette question peut permettre de mieux évaluer sa pertinence.

Le panorama ici exposé est néanmoins suffisant pour comprendre que, en raison de sa situation géographique et humaine radicalement différente, l'Europe ne peut adopter les mêmes positions que son allié transatlantique.

---

<sup>71</sup> OLIVIER Gerald, Le XXI<sup>e</sup> siècle sera-t-il américain ? « Le Spectacle du Monde », n°453, janvier 2000, p.39.

## **Annexes**

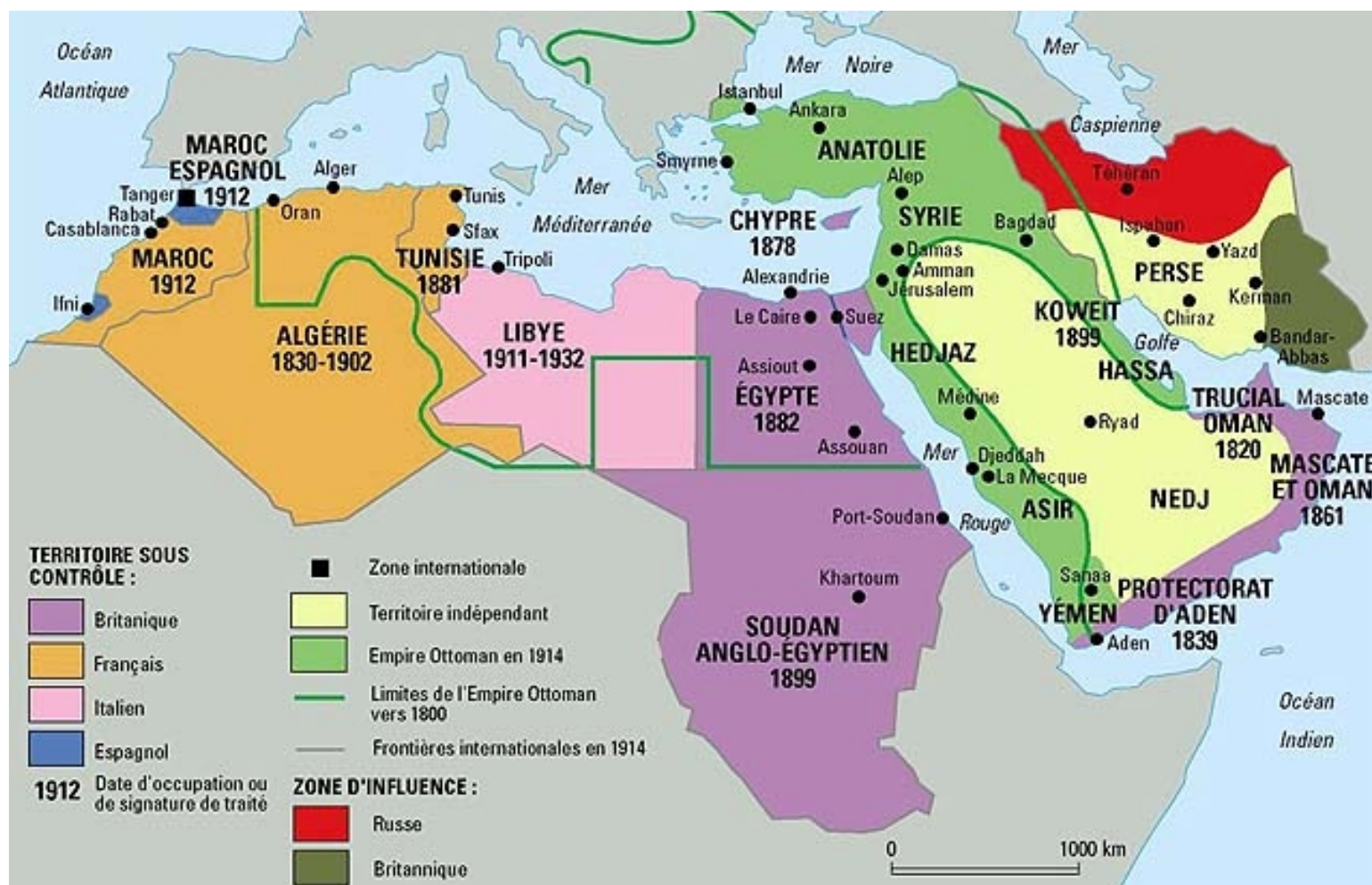


Figure 1: Le Moyen Orient et le Maghreb en 1914<sup>72</sup>

<sup>72</sup> Source Le Monde diplomatique



Figure 2 : Le Moyen Orient et le Maghreb en 1939<sup>73</sup>

<sup>73</sup> Source Le Monde diplomatique

Tableau 1: La capacité à l'exportation des pays producteurs de gaz naturel<sup>74</sup>

	2005		2010		2020		2030		2050	
	Gm <sup>3</sup>	en%	Gm <sup>3</sup>	en%	Gm <sup>3</sup>	en%	Gm <sup>3</sup>	en%	Gm <sup>3</sup>	en%
CEI	280	36,5	330	34,5	350	33,5	350	35,4	350	40,9
Iran	45	5,9	50	5,2	50	4,8	50	5,1	50	5,8
Arabie Saoudite	—	—	50	5,2	50	4,8	50	5,1	50	5,8
Abu-Dhabi	15	2,0	35	3,7	35	3,3	35	3,5	35	4,1
Qatar	25	3,2	40	4,2	40	3,8	40	4,0	40	4,7
Irak	—	—	—	—	30	2,9	30	3,0	20	2,3
Koweït	10	1,3	15	1,6	20	1,9	20	2,0	20	2,3
Oman	7	0,9	7	0,7	10	1,0	10	1,0	10	1,2
Canada	80	10,4	85	8,9	85	8,1	85	8,6	85	9,9
Mexique	5	0,7	10	1,0	15	1,4	15	1,5	15	1,8
Venezuela	6	0,8	15	1,6	15	1,4	15	1,5	15	1,8
Trinidad	5	0,7	5	0,5	5	0,5	5	0,5	5	0,6
Libye	4	0,5	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,2
Nigeria	8	1,0	10	1,0	15	1,4	15	1,5	15	1,8
Norvège	70	9,1	80	8,4	80	7,7	80	8,1	80	9,4
Indonésie	45	5,9	45	4,7	45	1,3	45	4,5	45	5,3
Australie	25	3,2	30	3,1	35	3,3	35	3,5	—	—
Brunei	10	1,3	10	1,0	10	1,0	10	1,0	—	—
Algérie	75	9,8	75	7,8	90	8,6	90	9,1	—	—
Malaisie	25	3,2	30	3,1	30	2,9	—	—	—	—
Pays-Bas	25	3,2	25	2,6	25	2,4	—	—	—	—
Royaume-Uni	3	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Capacité totale à l'export	768	100	957	100	1 045	100	990	100	855	100

<sup>74</sup> Source: PAUWEIS J.-P. — Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au XXI<sup>e</sup> siècle, volume 2, 1997.

Tableau 2 : La capacité à l'exportation des pays producteurs de pétrole<sup>75</sup>

	2005		2010		2020		2030		2050	
	Mb/j	en %	Mb/j	en %	Mb/j	en %	Mb/j	en %	Mb/j	en %
Arabie Saoudite	8,2	22,8	8,7	24,4	9,4	27,7	9,0	42,2	3,6	55,8
Irak	4,7	13,1	5,7	16,1	6,3	18,5	5,1	24,1	1,5	23,6
Koweït	2,4	6,8	2,7	7,7	3,2	9,4	2,7	12,6	0,9	13,9
EAU	2,9	8,0	3,1	8,8	3,6	10,5	2,1	9,9	0,4	6,7
Libye	1,8	5,0	1,9	5,1	1,6	4,8	0,8	3,7	—	—
Iran	3,2	8,9	3,3	9,3	3,2	9,4	1,2	5,5	—	—
Venezuela	1,8	4,9	1,8	5,0	1,8	5,2	0,4	2,0	—	—
Gabon	0,3	0,7	0,2	0,6	0,2	0,5	0,0	0,1	—	—
Nigeria	2,2	6,2	2,3	6,5	2,1	6,2	—	—	—	—
CEI	1,9	5,4	2,1	5,9	1,5	4,3	—	—	—	—
Mexique	1,4	3,9	1,2	3,3	0,9	2,5	—	—	—	—
Qatar	0,4	1,2	0,4	1,1	0,3	0,8	—	—	—	—
Norvège	2,7	7,6	1,5	4,2	0,1	0,2	—	—	—	—
Canada	0,4	1,2	0,3	0,9	—	—	—	—	—	—
M.-O. (2)	0,8	2,4	0,2	0,5	—	—	—	—	—	—
Algérie	0,2	0,7	0,1	0,3	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	0,4	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Indonésie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Capacité totale à l'export	35,7	100	35,7	100	34,1	100	21,3	100	6,4	100
Nombre d'exportateurs	17		16		13		8		4	

<sup>75</sup> Source: PAUWEIS J.-P. — Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au XXI<sup>e</sup> siècle, volume 2, 1997.



Figure 3: Projets d'oléoducs d'évacuation du pétrole de la Caspienne<sup>76</sup>

<sup>76</sup> Source Le Monde diplomatique

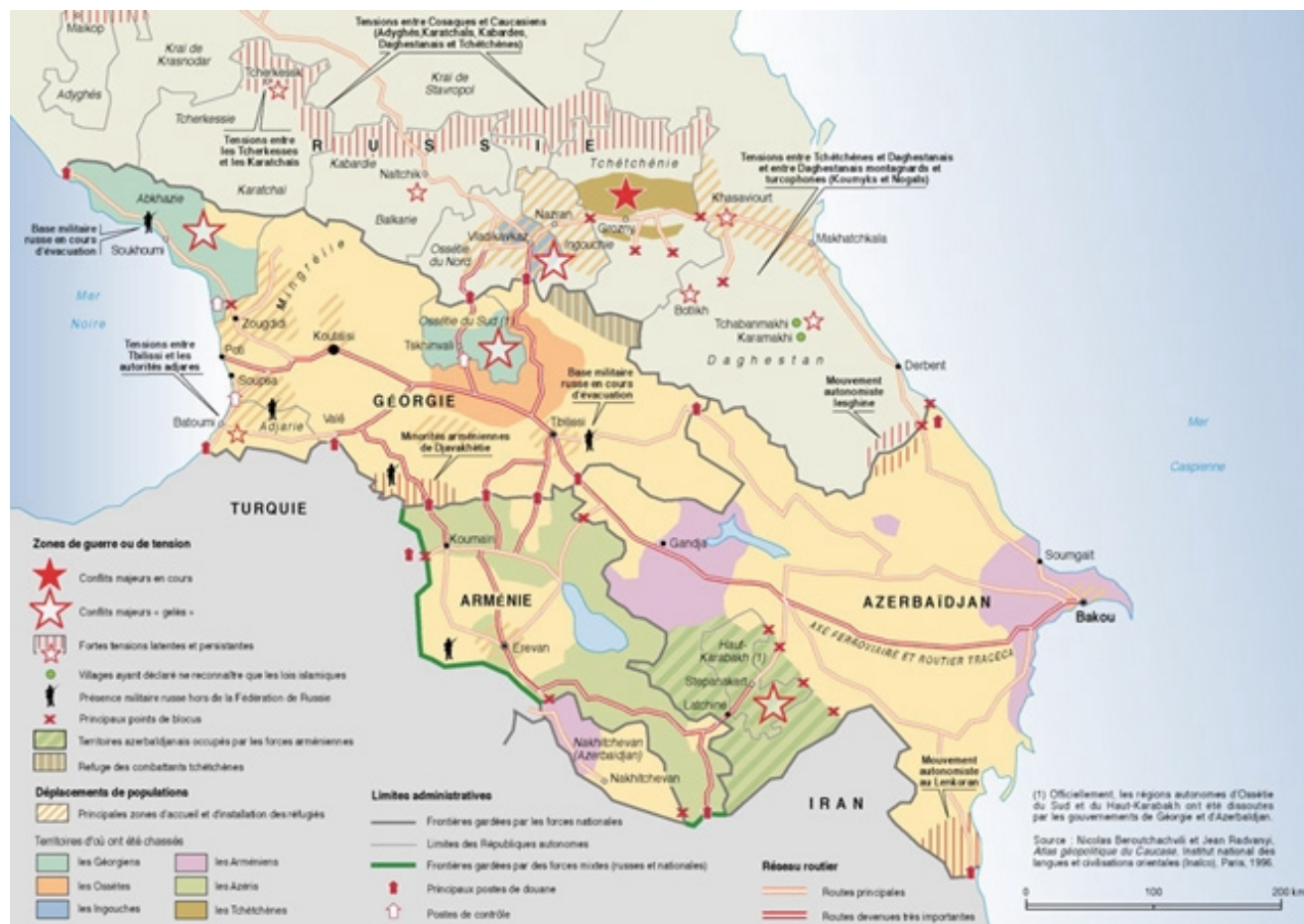
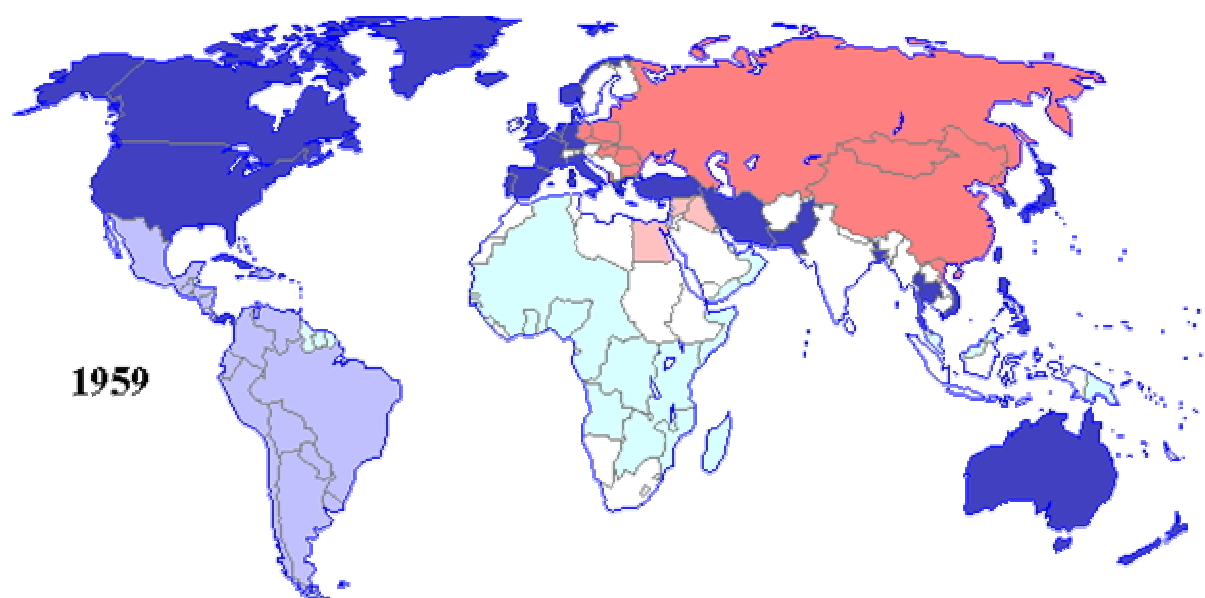


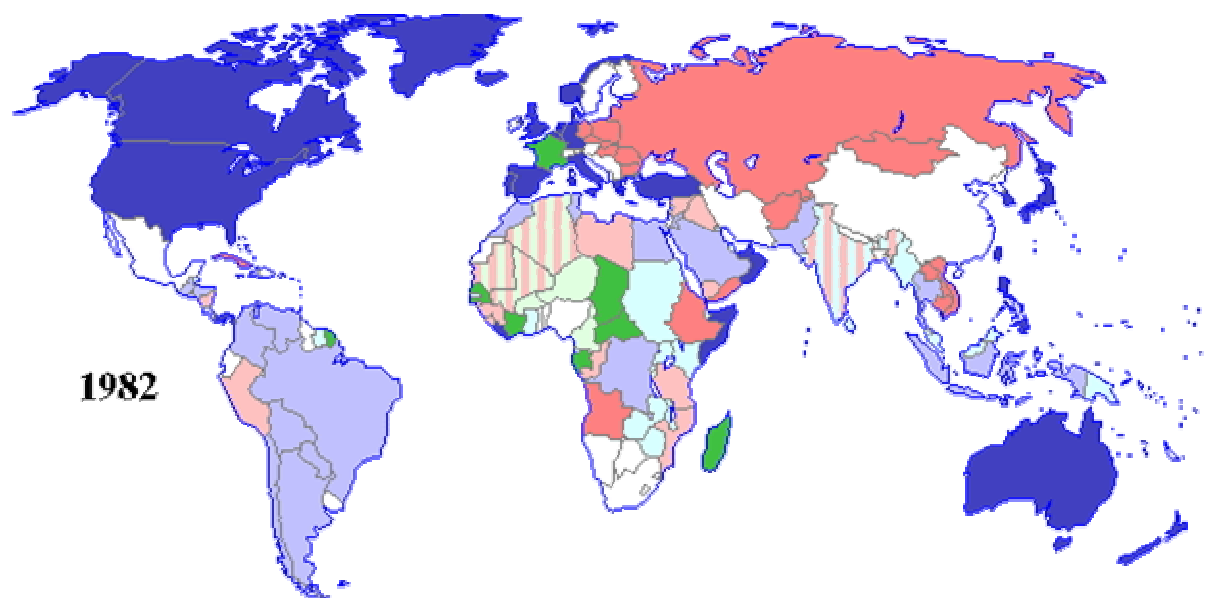
Figure 4 : Les conflits du Caucase<sup>77</sup>

<sup>77</sup> Source Le Monde Diplomatique



**1959**

Figure 5 : Les alliances pendant la guerre froide (1959)



**1982**

Figure 6: Les alliances pendant la guerre froide (1982)

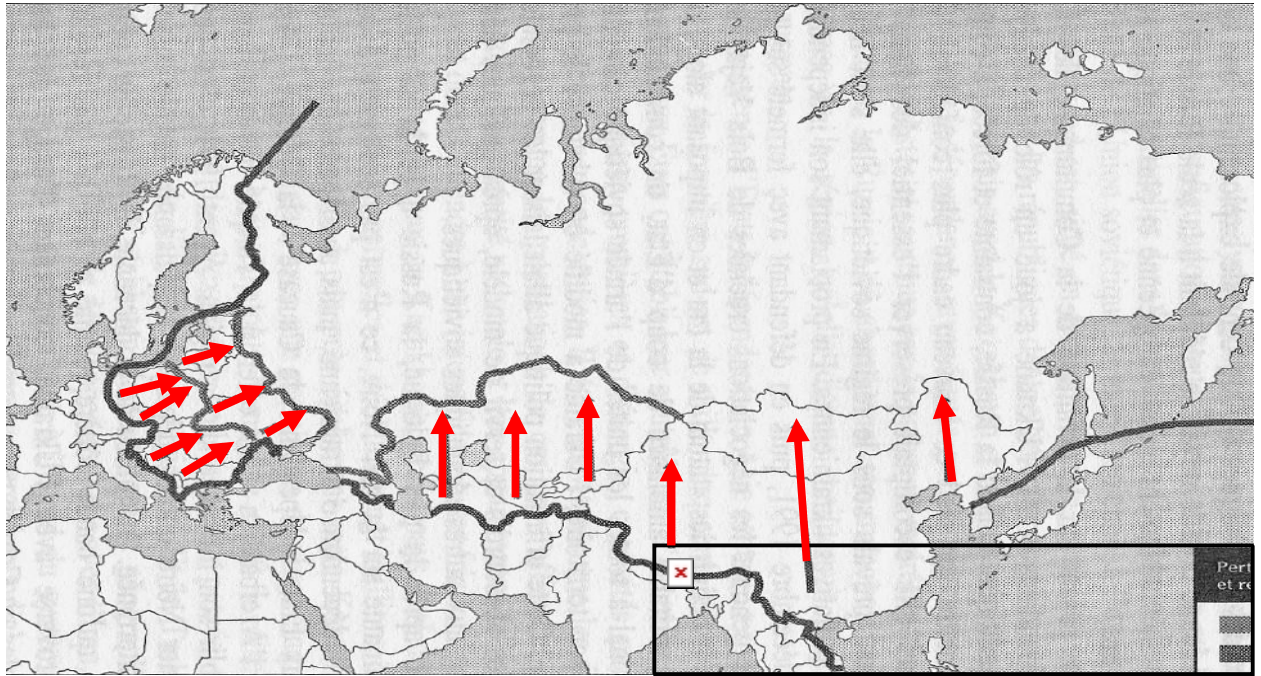


Figure 7 : Le trou noir selon Zbigniew Brezinski



Figure 8 : Le monde musulman



Figure 9 : Répartition des chiites dans le monde musulman

## Bibliographie

### LIVRES :

- |  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| Les dollars de la terreur                        | Richard Labevière                   |
| Islamisme et Etats-Unis                          | Alexandre del Valle                 |
| Guerres contre l'Europe                          | Alexandre del Valle                 |
| Géopolitique des islams                          | Bernard Botiveau et Jocelyne Cesari |
| Que veulent les Arabes ?                         | Fereydoun Hoveyda                   |
| Le grand échiquier                               | Zbigniew Brzezinski                 |
| Encyclopédie des terrorismes                     | Jacques Baud                        |
| L'islamisme                                      | Serge Cordellier (coord.)           |
| L'islam. Un autre nationalisme ?                 | Luiza Toscani                       |
| L'Année stratégique 2001                         | Pascal Boniface (dir.)              |
| Golfe. Clefs pour une guerre annoncée            | Alain Gresh et Dominique Vidal      |
| Beyrouth. Les soldats de l'islam                 | Gilles Delafon                      |
| Le XXI <sup>e</sup> siècle ne sera pas américain | Pierre Biarnès                      |
| L'Amérique totalitaire                           | Michel Bugnon-Mordant               |

### REVUES :

- |                      |                               |
|----------------------|-------------------------------|
| Stratégique n° 66/67 | Les terrorismes contemporains |
| Géopolitique n°55    |                               |

Le Monde diplomatique  
Courrier international  
Le Spectacle du Monde

### RAPPORT OFFICIEL :

- |                                   |                                     |
|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Patterns of global terrorism 1999 | U.S.Department of State, April 2000 |
|-----------------------------------|-------------------------------------|

### MEMOIRE CID :

- |   |  |
|---|--|
| L'islam et les Etats-Unis, une relation ambiguë | Bernard Mercier (6 <sup>e</sup> Promotion) |
|---|--|

### SITES INTERNET :

- <http://www.ict.org.il/>  
<http://www.arte-tv.com/hebdo/dessouscartes/19980718/ftext/start.html>  
Sites du Monde diplomatique et de Courrier International

## Chronologie des événements

11 février 1979	Révolution iranienne
4 novembre 1979	Prise de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Les otages seront libérés le 20 janvier 1981.
1981	Assassinat de Anouar el Sadate par le groupe « El-Takfir wa'l-Hijra » Excommunication et Hégire
juin 1982	Arrivée des Gardiens de la Révolution à Baalbeck
19 juillet 1982	Enlèvement du président de l'université américaine de Beyrouth David Lodge par un « groupe paramilitaire pro iranien ». Libéré le 21 juillet 1983 via Téhéran et Damas.
18 avril 1983	Attentat à la voiture suicide de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth revendiqué par le Jihad islamique. Près de 70 morts (dont 9 agents de la CIA) et plus de cent blessés.
23 octobre 1983	Attentat à la voiture suicide du quartier général des marines à Beyrouth revendiqué par le Jihad islamique (246 morts, 146 blessés) et contre le « Drakkar » (58 morts et 15 blessés)
12 décembre 1983	Attentats à la bombe des ambassades de France et des Etats-Unis au Koweït revendiqués par le Jihad islamique (7 morts, 87 blessés)
10 février 1984	Enlèvement du professeur de chimie (US) Franck Régier par Jihad islamique (libéré le 15 avril sur intervention du groupement Amal de Nabih Berri)
février-mars 1984	Départ de la force multinationale du Liban
7 mars 1984	Enlèvement du journaliste (US) Jeremy Levin par le Jihad islamique (libéré un an plus tard)
16 mars 1984	Enlèvement du chef de poste de la CIA à Beyrouth William Buckley par le Jihad islamique (meurt des suites de ses tortures)
20 septembre 1984	Attentat à la voiture suicide contre l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth revendiqué par le Jihad islamique (24 morts, 60 blessés).
4 juin 1989	Mort de l'ayatollah Khomeiny
1992	Attentat contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires en Argentine par le Hezbollah.
26 février 1993	Attentat à la bombe du World Trade Center de New York par le Gama'a al-Islamiya égyptien
Juin 1996	Attentat contre les forces américaines stationnées à Khubar en Arabie Saoudite (19 morts plus de 500 blessés)
17 novembre 1997	Massacre de Louxor (58 touristes morts). Le Gama'a al-Islamiya a condamné cet attentat perpétré néanmoins par un de ses groupuscules.
23 février 1998	Publication de Fatwa d'Oussama Bin Laden et son groupe sous la bannière du « Front Islamique Mondiale pour le Jihad contre les Juifs et les Croisés »
7 août 1998	Attentats contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi au Kenya et à Dar el Salaam en Tanzanie. Attribués à Oussama Bin Laden, ils ont tués 301 personnes et blessés plus de cinq mille autres.

Août 1998	Projet d'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis en Albanie par le Jihad Islamique Egyptien.
20 août 1998	Bombardement de camps d'entraînement terroriste en Afghanistan à Khost. Bombardement d'une usine pharmaceutique au Soudan
4 septembre 1999	Attentat contre les forces russes à Buynasksk au Daghestan (62 morts, 174 blessés).
8-13 sept. 1999	Attentats à Moscou (Plus de 200 morts et 200 blessés) revendiqués par l'armée de libération du Daghestan
16 sept. 1999	Attentat à Volgodonsk (17 morts et 500 blessés)
12 oct. 2000	Attentat contre l'USS COLE à Aden.

## Table des illustrations et tableaux

Figure 1 : Le Moyen Orient et le Maghreb en 1914 .....	49
Figure 2 : Le Moyen Orient et le Maghreb en 1939 .....	50
Figure 3 : Projets d'oléoducs d'évacuation du pétrole de la Caspienne.....	53
Figure 4 : Les conflits du Caucase.....	54
Figure 5 : Les alliances pendant la guerre froide (1959).....	55
Figure 6 : Les alliances pendant la guerre froide (1982).....	55
Figure 7 : Le trou noir selon Zbigniew Brezinski .....	56
Figure 8 : Le monde musulman .....	57
Figure 9 : Répartition des chiites dans le monde musulman.....	57
Tableau 1 : La capacité à l'exportation des pays producteurs de gaz naturel.....	51
Tableau 2 : La capacité à l'exportation des pays producteurs de pétrole .....	52

# Table des matières

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>1 LE MONDE MUSULMAN : UN ENJEU POUR L’HEGEMONIE AMERICAINE</b> .....	<b>6</b>
1.1 LES ENJEUX ECONOMIQUES .....	6
1.1.1 L’héritage britannique.....	6
1.1.2 Les réserves énergétiques .....	8
1.1.3 Un marché en expansion.....	9
1.2 LES ENJEUX GEOPOLITIQUES .....	9
1.2.1 Le passé : Le « containment ».....	10
1.2.2 Le présent : Une nouvelle politique régionale : « dual containment » et soutien du processus de paix au Moyen-Orient .....	11
1.2.3 L’avenir ? : Un « néo-containment » contre la naissance d’une puissance eurasiatique .....	13
1.3 LES TETES DE PONT AMERICAINES .....	14
1.3.1 Arabie saoudite.....	14
1.3.2 Turquie.....	15
1.3.3 Egypte .....	16
1.3.4 Pakistan.....	16
<b>2 LES TERRORISMES ISLAMISTES : FACTEURS D’INSTABILITE</b> .....	<b>17</b>
2.1 LE CONTEXTE DE L’EMERGENCE DU TERRORISME ISLAMISTE.....	17
2.1.1 L’islam : une religion politique.....	17
2.1.2 Le renouveau Salafiste.....	18
2.1.3 La montée de l’islamisme.....	18
2.1.4 L’héritage des années 70 : Libye, Syrie, Irak, Palestiniens .....	20
2.2 LE TERRORISME CHIITE.....	20
2.2.1 Iran : état terroriste islamiste .....	20
2.2.1.1 La révolution iranienne, exemple d’échec du nationalisme .....	21
2.2.1.2 Une menace régionale .....	22
2.2.1.3 Le monde occidental .....	24
2.3 LE TERRORISME SUNNITE.....	25
2.3.1 Arabie saoudite : Répression à l’intérieur, soutien financier à l’extérieur .....	25
2.3.2 Soudan : La relève de la légitimité.....	27
2.3.3 Algérie : Le stade de la guerre civile .....	28
2.3.4 Egypte : En position défensive.....	30

2.3.5	Pakistan : Situation intérieur préoccupante .....	31
2.3.6	La matrice afghane : organisation faïtière .....	32
3	LE PRAGMATISME AMERICAIN .....	34
3.1	LES ETATS-UNIS COMPLICES DE L'EMERGENCE DES MOUVEMENTS TERRORISTES ISLAMISTES .....	34
3.1.1	Le soutien à l'islamisme radical proaméricain.....	34
3.1.2	La guerre d'Afghanistan .....	36
3.1.3	Les prolongements .....	37
3.1.3.1	La Bosnie et le Kosovo.....	37
3.1.3.2	Infléchissement de l'attitude américaine : Caspienne et Asie centrale .....	39
3.2	LES ETATS-UNIS ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ISLAMISTE.....	41
3.2.1	Les pressions sur les états soutenant le terrorisme : un dispositif efficace mais dont l'application est discutable.....	41
3.2.1.1	Les états parias .....	41
3.2.1.2	Les actions de coopération multilatérales.....	43
3.2.2	Les actions contre les organisations terroristes.....	44
3.3	LES LIMITES : UN PHENOMENE NON MAITRISE .....	44
3.3.1	La prolifération et le sanctuaire afghan.....	44
3.3.2	Une lutte rendue plus difficile.....	45
	CONCLUSION .....	47
	ANNEXES.....	48
	BIBLIOGRAPHIE .....	58
	CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS .....	59
	TABLE DES ILLUSTRATIONS ET TABLEAUX.....	61
	TABLE DES MATIERES .....	62